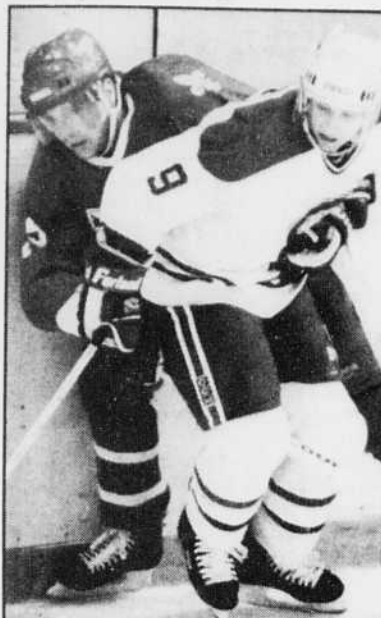


L. LACHANCE
 COURTIER
ASSURANCES
la garantie de l'excellence!

CANADIENS B9

Sherbrooke part en guerre et gagne 7-4: série égale



La deuxième rencontre entre les Canadiens et les Citadelles d'Halifax a été marquée de nombreuses échouffourées: 38 pénalités ont été décernées. Ici, Brian Fogarty et Martin Desjardins se poussent le long de la bande.

SANTÉ D12

95 insectifuges contenant du «R-11» retirés du marché

FISCALITÉ A14

Le dialogue reprend entre Québec et les municipalités

EX-LOWNEY A3

RAMCO dénonce l'étude effectuée pour la Ville

ÉCONOMIE A15

Nouvelle hausse lundi des taux hypothécaires

LES ARTS E1

100 voix et 60 musiciens pour «La création» de Haydn



Le Choeur symphonique et l'OSS, dont son chef attiré Marc David, travaillent de concert pour présenter en première à Sherbrooke «La création» du compositeur autrichien Joseph Haydn.

MÉTÉO A2

(97^e jour de l'année)

**Nuages et soleil: 0 à -10 C
 Lever du soleil: 6h17
 Coucher du soleil: 19h22
 Demain: nuages et soleil**

Il faudrait choisir: Québec ou Terre-Neuve

□ Le ministre fédéral Lucien Bouchard soulève cette possibilité en s'adressant au Canada anglais

Norman DELISLE Québec (PC)

«On peut imaginer une situation où le Canada anglais aura à choisir entre Québec et Terre-Neuve», avertit hier le ministre fédéral de l'Environnement et

Bientôt fini les chèques d'allocations familiales à chaque mois

Michel YENNE Québec (PC)

Québec veut mettre fin au paiement par chèques, une fois par mois, des allocations familiales de base.

Par souci d'économie, le gouvernement a décidé de verser dans l'avenir les allocations familiales une fois par mois aux seuls bénéficiaires qui acceptent de procéder par dépôt direct dans un compte de banque ouvert auprès d'une institution financière agréée par le gouvernement.

Ceux qui tiendront absolument à être payés par chèque pourraient voir leurs allocations versées de façon regroupée une fois tous les deux ou trois mois, selon une formule qui sera annoncée dans quelques semaines et que le gouvernement pourra changer à sa guise par règlement.

Le gouvernement continuera toutefois de payer mensuellement par chèque les allocations versées pour les enfants handicapés.

Cette nouvelle politique administrative n'entrera en vigueur que dans quelques mois, a indiqué hier le ministre responsable, André Bourbeau, dans un entretien téléphonique avec la Presse canadienne.

Chaque année, Québec émet environ 11 millions de chèques d'allocations familiales dont près de la moitié, adressés à des familles qui n'ont qu'un enfant, sont d'un montant inférieur à 10 \$.

Le ministre Bourbeau a soutenu qu'en réduisant considérablement le nombre de chèques émis et en les remplaçant par des virements informatisés, le gouvernement pourrait réaliser une économie annuelle de près de quatre millions de dollars en frais administratifs.

Changement important

La porte-parole de l'opposition en matière de sécurité du revenu, Mme Louise Harel, s'oppose fermement à cette décision.

«Il faut bien comprendre, dit-elle, que pour un très grand nombre de femmes mères au Québec, le chèque d'allocation familiale est le seul qu'elles reçoivent (leur seul revenu autonome) et que c'est souvent ce chèque qui permet de passer une fin de mois, de compléter le paiement du loyer, de payer les frais d'inscription des enfants en début d'année scolaire, etc.»

«Ce n'est pas un petit changement dans les habitudes des gens, a-t-elle soutenu. Il s'agit d'abroger une pratique qui existe depuis plus de 40 ans.»

Le ministre rétorque qu'il y a 40 ans, «il n'y avait ni informatique, ni guichets automatiques, des procédés qui sont aujourd'hui à la portée de tous.»

responsable des dossiers du Québec, M. Lucien Bouchard.

Dans un avertissement solennel formulé sur un ton sans équivoque, M. Bouchard a dénoncé le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, dont la province a retiré son appui à l'Accord du lac Meech dans la nuit de jeudi à hier.

Signalant que Terre-Neuve avait «répudié la signature de son premier ministre et arraché une page de décision prise par son Parlement», M. Bouchard a ajouté: «Il y a lieu de se poser des questions sur le caractère

raisonnable de l'attitude de M. Wells, et d'y répondre».

Le ministre fédéral a qualifié sa réaction de «désappointement et de découragement devant ce geste sans précédent» posé par Terre-Neuve.

M. Bouchard rencontra la presse pour annoncer la création d'un parc marin. Il était accompagné du ministre des Affaires canadiennes du Québec, M. Gil Rémillard, qui lui aussi n'a pas été tendre à l'endroit de Terre-Neuve.

«Il ne faut pas exagérer l'importance de la résolution votée par Ter-

re-Neuve: le Canada peut très bien survivre sans Terre-Neuve», a dit M. Rémillard.

Lorsqu'on a demandé à M. Bouchard quelle province il pensait que le Canada anglais choisirait, s'il devait choisir, il a répondu: «C'est évident. Le Canada sans le Québec, je sais ce que cela voudrait dire».

Triste jour

«C'est un triste jour dans l'histoire du pays, a ajouté le ministre Rémillard. Pour la première fois non seulement un premier ministre ne res-

pecte pas sa signature, mais une Assemblée législative revient sur une décision portant sur un sujet important, et dit non au Québec.»

Selon M. Rémillard, l'attitude terre-neuvienne s'explique mieux quand on prend en considération la récente déclaration du ministre des Finances de cette province, M. Hubert Kitchen, qui se réjouissait que Terre-Neuve puisse tenir le Québec en otage après avoir été lui-même en otage dans le dossier du développement hydro-électrique de Churchill Falls.

M. Rémillard a également dénoncé le fait que le gouvernement terre-neuvien avait imposé le bâillon pour faire adopter sa motion contre l'Accord du lac Meech. «C'est triste pour ceux qui croient à la démocratie de voir que M. Wells a dû imposer le bâillon», a dit le ministre, sans égard au fait qu'en juin 1987, son propre gouvernement avait lui aussi imposé un bâillon à l'Assemblée nationale pour lui faire ratifier l'Accord du lac Meech.

Pas l'unanimité

Par ailleurs, M. Bouchard a reconnu qu'il ne faudrait pas l'unanimité pour faire disparaître dans la Constitution la notion de société distincte. Une concertation de sept provinces qui regroupent au moins 50 pour cent de la population du Canada serait suffisante pour cette modification.

«C'est une question théorique impossible en pratique parce que le fédéral devrait alors appuyer l'amendement, ce que le caucus conservateur du Québec à Ottawa ne fera jamais», a assuré M. Bouchard.

«Le premier ministre Brian Mulroney ne tolérera jamais que le Québec soit isolé, a-t-il dit. Il y a un abîme qui ne sera jamais franchi.»

Des journalistes lui ont cependant fait remarquer que la présence d'un gouvernement conservateur dirigé par Brian Mulroney ne sera pas éternelle à Ottawa et qu'un gouvernement opposé à l'Accord, dirigé par exemple par Jean Chrétien, pourrait prendre le pouvoir à Ottawa.

Pour sa part, le ministre Rémillard, a signalé que si jamais certains voulaient aller à l'encontre de principes contenus dans l'Accord du lac Meech comme celui du caractère distinct du Québec, «le Québec aura à prendre politiquement ses responsabilités et à faire valoir son point de vue».

M. Rémillard a rappelé que l'Assemblée nationale avait cette semaine créé l'unanimité des partis politiques reconnus autour d'une motion constitutionnelle.

Réactions — A16 et B1



Le ministre Lucien Bouchard



L'épaisse fumée provenant du feu à l'usine PAQCO de St-Cyrille était visible à plusieurs kilomètres à la ronde.

Un travailleur tué dans l'incendie d'une usine

□ Les installations de Produits d'asphalte du Québec rasées

Gérald PRINCE Drummondville

Un soudeur a été tué et un autre travailleur a été grièvement brûlé dans un incendie majeur qui a détruit, en fin d'après-midi hier, l'usine des Produits d'asphalte du Québec (PAQCO) Ltée, à St-Cyrille, à cinq kilomètres à l'est de Drummondville.

Les dommages sont estimés sommairement à un million de dollars. Une quinzaine de travailleurs perdent du même coup leur emploi.

Une première explosion, suivie d'une deuxième, a provoqué le sinistre. Les circonstances exactes des explosions n'étaient pas connues encore hier soir. On croit savoir qu'elles se seraient produites au moment où un soudeur effectuait des travaux dans la partie arrière de l'usine, à une centaine de mètres d'une voie ferrée du Canadien National.

La déflagration a rapidement mis le feu à des bâtiments secondaires et à l'édifice principal situé au 3000 de la route 122 à St-Cyrille. Comme cette entreprise fabrique des produits à base de goudron pour recouvrir les entrées de cour, une épaisse fumée s'est élevée du brasier, fumée visible à plusieurs kilomètres à la ronde. Un fort vent d'ouest alimentait les flam-

mes et rendait plus difficile le travail des 30 sapeurs du corps de pompiers regroupés de St-Cyrille, St-Charles et St-Joachim. Les pompiers de Notre-Dame du Bon-Conseil et de St-Félix de Kingsey ont été appelés en renfort. La compagnie de camions à incendies Phoenix de St-Cyrille a fourni trois camions.

Au plus fort du sinistre, une cinquantaine de sapeurs travaillaient à éteindre les flammes.

Résidents évacués

L'Organisation des mesures d'urgence (OMU) de Drummondville a organisé la surveillance du secteur et la Sûreté du Québec a bloqué la route 122 à un kilomètre de chaque côté du sinistre, jusque vers 21h hier soir. La Protection civile a mandaté un conseiller municipal de Drummondville, Jean-Marie Boisvert, pour la représentation.

Le danger de fumées toxiques, s'échappant du brasier, a forcé l'évacuation d'une quinzaine de résidences et d'une quarantaine de personnes, situées dans un périmètre d'environ 800 mètres. Le Dr Luc Côté, du Département de santé communautaire, s'est assuré que la santé de personne n'était menacée avant de permettre la réintégration des personnes à leurs domiciles, vers 22 heures.

D'autre part, des produits pétroliers se sont écoulés dans le ruisseau Janelle, qui passe tout près et qui conduit à la rivière Nicolet. Une firme spécialisée en pompage a été appelée sur les lieux pour retirer ces résidus. Le maire Jean-Paul Turcotte a déclaré, au cours d'une conférence de nouvelles à 19h30, que la situation était sous contrôle et que la population avait été bien protégée. Quant au propriétaire de l'entreprise, M. Camille Boucher, il n'a pu, étant encore sous le choc, annoncer si oui ou non il reconstruirait l'entreprise.

Pas d'aqueduc

Attirés par l'épaisse fumée, des centaines de curieux ont envahi le secteur dès 16h30, ce qui rendait la circulation difficile pour les camions-citernes des différents corps de pompiers. En effet, comme il n'existe aucun système d'aqueduc près de l'entreprise, le feu a dû être éteint à l'aide de réservoirs d'eau, remplis au réseau municipal d'aqueduc de St-Cyrille et de St-Charles.

Tard hier soir, l'identité de la victime, de même que celle du blessé, n'avait pas encore été rendue publique, puisque leurs familles n'avaient pas été avisées.

La 1ère bataille des Fusiliers était... linguistique

□ Le 54^e Régiment célèbre ses 80 ans

A une ère où le mot désarmement est plus populaire que les termes de combat, où les frontières des pays de l'Est fondent sous la chaleur des principes de droit naturel, de liberté, il peut sembler curieux de consacrer un article à un régiment. Mais le 54^e Régiment, ou mieux, le régiment des Fusiliers de Sherbrooke, fait intimement partie de l'histoire de l'Estrie. Il vient de fêter son 80^e anniversaire de fondation, plus vivant que jamais. Le journaliste Pierre Saint-Jacques a puisé dates et faits dans le travail que Denise Rioux, alors bachelière en histoire et lieutenant, a préparé et présenté il y a quelques années.

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

rire sous cape, là où il se trouve, s'il entend tout le débat qui se fait autour de l'Accord du lac Meech...

Le 8 mai 1908, il avait pris la tête

d'un mouvement visant à former un régiment essentiellement canadien-français à Sherbrooke.

Mais il décède le 16 décembre 1908 avant que le rêve ne devienne réalité. On s'accorde toutefois à le reconnaître comme le fondateur des Fusiliers de Sherbrooke.

Le Dr Pantaléon Pelletier, député provincial, a poursuivi l'oeuvre du Dr Rioux et le lieutenant-colonel Émile Rioux l'a parachevée si bien que le Département de la milice, à Ottawa, devait reconnaître officiellement le 54^e Régiment, le 1^{er} avril 1910.

Plus qu'au premier match de la série demi-finale 1990 entre les Cana-

diens de Sherbrooke et les Citadelles de Halifax, 3000 personnes ont assisté à la première parade du Régiment dans les rues de Sherbrooke. Pas moins de 140 soldats ont martelé la chaussée, le 7 octobre 1910.

La première bataille qu'a livrée le 54^e Régiment en était une... politico-linguistique.

Pour les besoins d'exercice et d'entraînement, la grande salle du Manège militaire de la rue Belvédère avait été divisée en deux parties égales: une pour le Sherbrooke Regiment (le 53^e) et une pour le 54^e Régiment. Personne ne devait franchir la ligne du milieu.

En décembre 1911, le manège de-

vait revenir au 54^e Régiment alors que le Sherbrooke Regiment devait prendre possession de l'ancien palais de justice, rénové en conséquence.

L'affaire a tellement traîné en longueur que le 30 septembre 1913, La Tribune annonçait la démission de tout l'état-major du 54^e: 27 officiers, 61 sous-officiers.

La pression engendrée par cette défection est tellement forte que l'ancien palais de justice est livré au 53^e, en novembre 1913.

A ce moment, le régiment canadien-français compte 400 militaires, un des plus imposants de la province.

Le sirop biologique retiré des tablettes

Les contenants de la ferme Lapointe n'étaient pas réglementaires

Gilles FISETTE Sherbrooke

Le sirop d'érable biologique de la ferme Lapointe a été retiré des tablettes des commerçants de la région, dans la journée de jeudi.

C'est à la demande des représentants du ministère Consommation et corporations Canada que le produit a été retiré de la circulation.

L'information a été confirmée par le directeur du marketing de la chaîne Le Végétarien, M. Réal Desautels. Il explique que le commerce de la rue Jacques-Cartier a reçu la visite d'un inspecteur du ministère, dans l'après-midi de jeudi.

Dans le formulaire de retrait, l'inspecteur invoque deux motifs pour justifier sa décision.

Il se base d'abord sur l'utilisation par la ferme Lapointe d'un contenant non normalisé. Il jaugeait 340 millilitres. Or, la Loi sur les produits agricoles est catégorique. Les formats réglementaires doivent être de 1 à 125 millilitres ou de 250, 375, 500, 540, 740 millilitres, 1 litre, 1,5 litre ou de

tous les multiples de 1 litre. La quantité de produit doit correspondre à la quantité indiquée remplissant le contenant à au moins 90 pour cent de sa capacité totale.

Le deuxième motif repose sur la raison sociale même du producteur, soit La Ferme de Lapointe, laquelle ne correspond à aucun enregistrement à Agriculture Canada. La ferme ne détiendrait donc pas de permis pour le sirop d'érable, aurait conclu l'inspecteur.

Au Végétarien, environ trois douzaines de contenants ont été retirés des tablettes. Le commerce annulera également une commande pour la semaine prochaine.

Ministère

Mis au courant par le journal, le producteur, M. Daniel Lapointe, a déclaré qu'il n'existe qu'un seul fabricant de contenants de sirop d'érable au Canada. Il s'agit de Continental Can, à Montréal. Cette compagnie a fabriqué par erreur des contenants de 340 millilitres. Les producteurs en ont achetés et auraient reçu

la permission d'écouler leur stock par Agriculture Québec. On leur demandait toutefois de corriger l'étiquette en biffant le 375 millilitres et de le remplacer par la quantité réelle, soit 340 millilitres. Ce qu'aurait respecté M. Lapointe.

Il précise ne pas avoir écoulé tout son stock de contenants, l'an passé.

Cueillette sélective des déchets: la Ville priée d'accélérer la mise en application

Sherbrooke

Une trentaine de groupes écologiques de la région, réunis sous le nom de Forum Sélec-Trie, demande à la Ville de Sherbrooke de devancer au 1er septembre 1990, la date de mise en application de la cueillette sélective des déchets.

«L'hiver n'est pas le moment le plus opportun pour développer de nouvelles habitudes chez les citoyens, à cause de la température peu clémente. Et puis, la Ville possède déjà les études nécessaires, avec échéanciers. En fait, tout est prêt et la cueillette sélective pourrait même commencer dès juin. L'autre élément, ce sont les élections municipales de novembre. Le prochain conseil ira-t-il de l'avant?» a invoqué Michèle Rinfret, au nom du groupe SOS Forêt.

«Toutes les études disent que la cueillette sélective peut être instaurée dans un délai de deux à trois mois. Par contre, les autres régions qui ont de l'expérience en la matière, indiquent qu'en amorçant le projet en janvier, ce n'est qu'au printemps que la cueillette sélective se réalisera vrai-

ment. Nous perdrons donc une année», a repris Pierre Morency, de la Coalition contre l'importation de déchets.

Celui-ci devait faire remarquer de plus qu'un retard du projet à Sherbrooke a un impact sur l'ensemble de la région. «Parce que les autres municipalités vont certainement emboîter le pas une fois le projet démarré dans la capitale régionale».

Le syndicat

Par ailleurs, le président du Syndicat des producteurs de sirop d'é-

table, M. Léo Blais, dit croire que le biologique peut constituer un créneau intéressant pour l'avenir de la production de sirop d'érable au Québec. Il louange M. Lapointe d'avoir des chemins dans cette direction. Il souligne qu'un comité a été mis sur pied par la fédération et le ministère afin de mieux étudier la question.

«Les gens sont prêts à embarquer et à se prendre en charge», a lancé de son côté Pauline Perreault, présidente de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) de la paroisse St-Jean-Brebeuf, en brandissant une pétition de 3000 noms en faveur de la cueillette sélective immédiate.

RESTAURANT PACINI
RECHERCHE

ACTIONNAIRE ACTIF À L'OPÉRATION AVEC EXPÉRIENCE

Possibilité d'acquisition totale.

Pour informations: Donaldo Gaudette
819-821-2654
OU
819-563-9040

RÉSULTATS
Loto-Québec

Provincial		La Mini		Le Quotidien	
Tirage du 90-04-06		Tirage du 90-04-06		Tirages du 90-03-31 au 90-04-06	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS	3	4
3892344	1 000 000 \$	644277	50 000 \$		
892344	10 000 \$	44277	5 000 \$		
92344	1 000 \$	4277	250 \$	SAMEDI	289 7157
2344	100 \$	277	25 \$	LUNDI	301 2484
344	25 \$	77	5 \$	MARDI	488 5378
44	10 \$			MERCREDI	304 9744
		64427	1 000 \$	JEUDI	939 7664
		6442	100 \$	VENDREDI	264 5098
		644	10 \$		

Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs

INTER PLUS Tirage du 90-04-06

NUMÉROS	LOTS
155965	250 000 \$
55965	2 500 \$
5965	250 \$
965	25 \$
65	10 \$

NUMÉROS MOBILES

67912	2 500 \$
1043	250 \$
781	25 \$

Ganço Tirage du 90-04-06

3	7	13	18	22
23	26	27	28	31
38	41	42	43	52
53	55	61	64	69

Prochain tirage: 90-04-09

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LA SOCIÉTÉ DE TAI CHI TAÏSTE DE SHERBROOKE
37 WELLINGTON NORD, SHERBROOKE, J1H 5A9
Un organisme sans but lucratif

Séance de Printemps 1990:
Du 16 avril au 15 juin 1990

À SHERBROOKE,
les INSCRIPTIONS
Lundi le 9 avril
de 19h à 21h et
Mercredi, le 11 avril
de 12h à 21h
au 37 Wellington nord

À ROCK ISLAND,
les INSCRIPTIONS
JEUDI 5 AVRIL
de 19h à 21h
au Centre Communautaire de Rock Island

À MAGOG,
les INSCRIPTIONS
Mercredi le 11 avril
de 18h à 20h
Au Centre Communautaire, 95 Merry nord

821-4002

QU'EST-CE QUE LE TAI CHI TAÏSTE?

Le tai chi taïste est une série d'exercices chinois dont l'origine remonte à plusieurs siècles. Les personnes de tout âge et de toute condition physique peuvent pratiquer ces mouvements doux, lents, fluides et relaxants qui apportent une sensation de bien-être et contribuent à améliorer la santé. Nos instructeurs sont bénévoles.


Le tai chi taïste devient de plus en plus populaire parce que:

- il aide à améliorer notre état de santé
- il étire, renforce et relaxe le corps dans son entier
- il est une façon valable et agréable de diminuer le stress du quotidien
- chacun évolue à son propre rythme

La Société de tai chi taïste du Canada est un organisme charitable enregistré, voué à rendre les bienfaits du tai chi accessibles à tous ceux et celles qui veulent les ressentir.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Êtes-vous prêt à payer davantage pour acheter des produits biologiques?



Francois Demers de Coaticook: «Oui par respect pour l'humain et pour sauvegarder l'environnement je pense que je pourrais payer davantage. C'est un pas minime mais un pas en vaut que de penser ainsi.»

Carole Labonté de Coaticook: «Oui, je pense que nous avons davantage à déboursier un peu plus pour des produits biologiques. C'est plus naturel et c'est finalement notre santé qui y gagne.»

Linda Gagné de Coaticook: «Oui, certainement. De nos jours y a tellement d'insecticides et toutes sortes de genre qu'on ne sait plus ce qu'on mange et ce qu'on boit. C'est de se diriger vers un monde meilleur.»

Michel Archaibeault de Sherbrooke: «Oui, certainement. Surtout de nos jours nous parlons davantage de l'environnement et du retour aux choses nature. Franchement j'estime que le surplus investis pour des produits biologiques est un investissement pour l'avenir.»

Tina Browne de Coaticook: «Oui je pense qu'il est plus sain de manger des produits biologiques. J'imagine qu'à la longue c'est un investissement pour l'avenir, une protection pour les enfants dans le futur et une amélioration pour l'humanité.»

Monique Therrien de St-Herménégile: «C'est un pensez-y bien. Pas toujours facile de payer plus pour des personnes à faibles revenus ou des familles de plusieurs enfants. Moi, personnellement, je serais prête à payer un peu plus pour certains légumes. Pour une question de conservation, on y perd moins.»

INDEX

Arts: E-1

Bridge: D-3

Carrières et professions: A-12

Décès: D-9

Économie: B-5

Éditorial: B-2

Petites annonces: C-1 et D-1

Sciences: F-4

Secrets mal gardés: B-4

Sports: B-9

Vivre en 89: F-1

Voyages: F-5

La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tel.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

ADMINISTRATION
Jean-Guy Dubuc Président et éditeur
Jean-Guy Farah Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION
Jean Vigneault Rédacteur en chef
Roch Bilodeau Chef éditorial-adjoint
Pierre-Yvon Bégin Chef des nouvelles

PUBLICITÉ
J. Bertin St-Amant Directeur marketing
Gilles Boisjoly Directeur des ventes

PRODUCTION
Jean-Pierre Robitaille Directeur de la production
J. Jacques Delorme Chef des opérations

COMPTABILITÉ
André Corriveau Contrôleur
Julienne Poulin Gérante du crédit

TIRAGE
Jean-Nil Laplante Directeur au tirage
André Custeau Adjoint au directeur

GÉRANTS DE DISTRICT
Pierre-Alain Dion Jacques Faucher Michèle Fournier Michel Lavoie Serge Nadeau
Claude Ouellet Jean-Marc Pépín Gaston Pinard Jean-Charles Poulin Pierre Fournier

EXPÉDITION
Michel Doyon Gérant
BÂTISSE André Jacques Responsable

Le nouveau chef cuisinier de la BRASSERIE LA ROMAINE

vous propose ses SPECIAUX DU SAMEDI

- Entrée: demi-soupe à l'oignon gratinée 1.95
- salade César 2.95
- fondant aux fruits de mer 2.99

- Brochette de filet mignon avec langoustines 13.00
- Brochette de filet mignon avec cuisses de grenouilles 11.00
- Brochette de filet mignon avec crabe 15.00
- Brochette de filet mignon avec crevettes 12.00
- Steak au poivre, 12 oz 11.95

EN VEDETTE POUR TOUTE LA SEMAINE

DUO CREVETTES (6) ET LANGOUSTINES (6)	ASSIETTE DE LANGOUSTINES AVEC SALADE CÉSAR
9.95	14.95

1925 BELVÈDÈRE SUD, SHERBROOKE
POUR RÉSERVATIONS:
566-7313

METEO

Montréal (PC)

Voici les prévisions météorologiques pour la province de Québec émises par Environnement Canada pour aujourd'hui avec un aperçu pour demain.

Situation générale: une masse d'air arctique maintient son emprise sur le Québec. Le ciel sera généralement nuageux et des chutes de neige dispersées sont prévues, surtout en terrains montagneux.

Pour dimanche, on prévoit une amélioration avec des éclaircies plus fréquentes.

Les températures demeureront sous les normales saisonnières.

Estrie-Beauce: nuageux avec éclaircies et chutes de neige dispersées. Max.: près de 0. Min.: -8 à -10. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nébulosité partielle et possibilité de chutes de neige.

Ottawa-Hull-Cornwall, Montréal, Trois-Rivières et Drummondville, Québec: nuageux avec éclaircies et chutes de neige dispersées. Max.: près de 0. Min.: -6 à -8. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nébulosité partielle.

Pontiac-Gatineau et Lièvre, Laurentides: nuageux avec éclaircies et chutes de neige dispersées. Max.: -2 à 0. Min.: près de -10. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nébulosité partielle et chutes de neige dispersées.

Abitibi-Témiscamingue, Réservoirs Cabonga et Gouin: nuageux avec éclaircies et chutes de neige dispersées. Max.: près de 0. Min.: -13 à -15. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nuageux avec éclaircies et quelques chutes de neige.

Lac St-Jean, Saguenay, La Tuque, Réserve des Laurentides, Charlevoix: plutôt nuageux avec quelques chutes de neige. Max.: près de -2. Min.: près de -10. Vents modérés par moments. Risque de précipitations: 60 p.c. Dimanche: nébulosité partielle et possibilité de chutes de neige.

Rivière-du-Loup, Rimouski-Matapédia, Ste-Anne-des-Monts et Parc de la Gaspésie, Gaspé et Parc Forillon: ennuageusement suivi d'averses dispersées en fin de journée. Max.: près de 0. Min.: -6 à -8. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nébulosité partielle.

Baie-Comeau, Sept-Îles, Basse Côte-Nord, secteur de Natashquan et à l'ouest, Anticosti: nébulosité partielle et chutes de neige dispersées. Max.: près de 0. Min.: -8 à -10. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nuageux avec éclaircies et possibilité de chutes de neige.

Secteur à l'est de Natashquan: nuageux avec éclaircies et chutes de neige dispersées. Max.: près de 0. Min.: près de -6. Vents modérés. Risque de précipitations: 40 p.c. Dimanche: nuageux avec faible neige passagère.

Vers le soleil

Acapulco	25	32	Barbade	—	29
Bermudes	19	24	Brownsville	23	29
Daytona Beach	11	24	Guadalajara	13	29
Guadeloupe	—	31	Honolulu	19	26
Kingston	24	29	La Havane	—	25
Los Vegas	14	26	Los Angeles	14	21
Mazatlan	20	29	Merida	20	24
Mexico	15	29	Miami Beach	16	23
Myrtle Beach	18	21	Nassau	17	25
Orlando	13	26	Palm Springs	20	27
Reno	6	22	San Juan	28	33
Tampa	14	25	Trinidad	—	32
West Palm Beach	14	23			

Photo tirée des archives de Roland Gagnand et reproduite par Claude Poulin

Le président de RAMCO dénonce l'étude d'impact

□ Cette étude aurait été produite dans un laps de temps trop court, dit-il



Jacob Attias

Gilles FISETTE Sherbrooke

L'étude d'impact produite par la firme Municonsult sur le projet RAMCO à l'ancienne usine Lowney, à Sherbrooke, prête flanc à une sévère critique de la part du président de RAMCO, M. Jacob Attias. Non seulement, a déclaré M. Attias, hier matin, en conférence de presse, l'étude aurait été produite dans un laps de temps trop court pour cerner véritablement le sujet, mais encore elle s'appuierait sur une méconnaissance du projet lui-même. Cette critique a été repoussée du revers de la main par Municonsult. Le vice-président au développement économique, M. Claude Piché, in-

dique qu'une dizaine de professionnels se sont penchés sur le sujet durant cinq ou six semaines, à temps plein. Ils ont travaillé à partir, notamment, des documents écrits et des esquisses fournis par RAMCO dans ce dossier. Selon M. Attias, les responsables de l'étude Municonsult ne savaient même pas que le projet à l'usine Lowney est de type «Power center», soit un centre commercial axé sur un «pouvoir attractif» original. Dans un tel centre, on retrouve, par exemple, une entreprise commerciale de prestige oeuvrant dans un secteur d'activités sans équivalent dans la région. Pour mieux imaginer son propos, M. Attias a cité l'exemple d'un «power center» axé autour d'un magasin Ikea.

Toujours selon M. Attias, il a rencontré pour la première fois de sa vie M. Piché, le soir du dépôt de l'étude d'impact, à l'hôtel de ville, à Sherbrooke. Or, à ce moment-là, M. Piché aurait admis que Municonsult n'a pas cherché à mieux s'informer du projet auprès de RAMCO. De même, il aurait déclaré ne pas être au courant qu'il s'agissait d'un «power center». S'il l'avait été, aurait-il ajouté, les conclusions de l'étude auraient été différentes. **Démenti** Ces propos ont été démentis par M. Piché. Joint par téléphone, il déclare plutôt que M. Attias aurait convenu

avec lui de l'offre excédentaire à Sherbrooke, sauf dans certains créneaux spécialisés, ce dont n'avait pas à se préoccuper Municonsult. Il rajoute que Municonsult a travaillé à partir du projet tel que présenté par RAMCO. Il termine en rappelant que les communications peuvent être bilatérales. Si Municonsult a travaillé pour le compte de la Ville de Sherbrooke et a estimé que M. Attias était une partie intéressée au dossier donc partielle, rien n'empêchait M. Attias d'entrer en contact de lui-même avec Municonsult. Par ailleurs, M. Attias estime que Municonsult a dépassé son mandat en abordant la question de l'offre et de la demande dans le commerce de détail, à Sherbrooke. De plus, il déclare que Muni-

sult n'aura mis que trois ou quatre semaines d'études pour arriver à des conclusions que contredirait l'étude réalisée par la firme Coopers et Lybrand, de Montréal, pour le compte de RAMCO. Coopers aurait mis plus de sept mois à compléter son travail. **Étude** Hier, M. Attias a refusé de publier son étude de marché. Il s'agit d'un document confidentiel dont la publication pourrait servir surtout les concurrents, a-t-il justifié. Il a présenté quelques grandes lignes de l'étude. Selon lui, une analyse «très conservatrice» exclue toute possibilité de «cannibalisation» (en d'autres termes, un centre commercial dans l'édifice de la Lowney ne mangerait pas les commerces déjà existants à Sherbrooke). Le potentiel résiduel serait même de 209 000 pieds carrés pour l'année 1991 et de 300 000 pieds carrés pour 1996.

De meilleurs liens entre le monde municipal et la famille

Sherbrooke (FG)

La Fédération des unions de famille anticipe que grâce aux retombées du colloque provincial tenu cette fin de semaine à Sherbrooke, les liens déjà fort évidents entre le monde municipal et la famille iront en s'accroissant. «Déjà, a exprimé hier le secrétaire général de l'organisme, Jacques Lizée, l'action municipale en faveur des

familles rayonne aux quatre coins du Québec. Qu'on pense à des initiatives comme les programmes d'accès à la propriété, les loisirs, une tarification de services adaptée à la famille et autres, l'implication municipale ne fait pas de doute. Cependant, bien des actions sont menées à la pièce et, ultimement, il serait intéressant d'adapter les interventions dans un cadre global. Bien sûr, nous sommes bien conscients qu'un transfert plus

large de responsabilités d'ordre familial vers la famille devra être suivi d'un déplacement fiscal de la part du gouvernement provincial.» M. Lizée note en outre qu'avec toute la discussion politique au Québec actuellement sur la façon dont le gouvernement veut refiler sa facture aux municipalités, «nous marchons sur des oeufs». Néanmoins, il trouve le climat de discussions très favorable avec les municipalités. «Nous nous

parlons. Nous avons des liens très étroits avec déjà plus de 200 municipalités du Québec, surtout parmi les plus importantes. Il y a très clairement depuis les dernières années un dynamisme très marqué de la part des municipalités dans cette intention qui consiste à penser familles. Et cela est très bien ainsi car le municipal est le palier de gouvernement le plus proche des citoyens, donc de la famille», fait aussi valoir M. Lizée.

Quant au maire de Sherbrooke, Jean Paul Pelletier, qui se trouvait à remplacer à la dernière minute le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Camille Rouillard, à titre de président d'honneur du colloque, il a lui aussi fait référence à la préoccupation des municipalités à l'endroit de la famille. Le ministre des Affaires municipales, Yvon Picotte, qui devait participer au colloque en début de soirée, a également annulé sa visite. Parlant d'équipements de loisirs, d'horaires d'autobus et d'une foule de services municipaux davantage adaptés aux familles d'aujourd'hui, M. Pelletier a reconnu que d'autres actions doivent être menées. «Mais, a-t-il prévenu, notre rôle n'est pas de nous substituer au gouvernement provincial. Nous tâcherons d'y aller à la mesure de nos moyens et nos ressources... Il est important aussi qu'une fédération comme la vôtre fasse pression sur le gouvernement pour permettre d'obtenir les fonds nécessaires au développement d'une action concertée en faveur de la famille. La famille constitue une valeur essentielle à sauvegarder car elle est menacée de toute part.» Par ailleurs, une intervenante à la conférence d'ouverture, Céline Le Bourdais, de l'Institut national de recherche scientifique (INRS), a mis en relief l'importance de la planification urbaine pour tenir compte davantage des besoins actuels et futurs de la famille. Et ce, en raison notamment de l'éclatement de la famille traditionnelle.

Depuis trois générations

J.A. Robert Ltée Fourrure

Bien entreposées, vos fourrures resteront belles et fidèles de longues années

ENTREPOSAGE ASSURANCE VALEUR À NEUF

1084, rue King Ouest Sherbrooke (Québec) J1H 1S2

Cuillette sans frais **562-4006**

La popularité vient avec les guerres...

□ Les 80 ans des Fusiliers de Sherbrooke



Défilés, tours de ville, parades d'église ont longtemps fait partie des activités du régiment des Fusiliers de Sherbrooke. En 1940, les soldats défilent dans le secteur des rues Galt et Alexandre. Depuis le rôle des membres des unités de réserve a beaucoup évolué. En 1990, les Fusiliers de Sherbrooke comptent 319 soldats et forment une des unités les plus importantes.

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Participer à des défilés, à des concours de tir et à des activités sportives, voilà le lot du milicien de 1910, membre des Fu-

siliers de Sherbrooke. Tours de ville, parades d'église devant des foules nombreuses. Dans La Tribune du temps, on pouvait lire: «On est fier de voir passer nos pious pious canadiens-français, marchant si bien militai-

rement». Qu'ajouter de plus aux propos d'un curé rapportés ici: «... Les peuples miraculeux ont toujours été des peuples forts et ils ont ébranlé le monde sous le pas de leurs soldats vainqueurs...»

A l'aurore des deux grands conflits du XXe siècle, la Première et la Seconde Guerre Mondiale, le 54e Régiment a connu ses plus intenses moments de popularité.

Ainsi le 23 août 1914, 8000 personnes assistent à la gare du Grand Tronc au départ de 130 hommes du 54e Régiment et de 116 du 53e pour Valcartier. Ces hommes s'étaient portés volontaires pour faire partie du premier contingent canadien pour service outre-mer. La «guerre du Manège» était terminée depuis belle lurette, la vraie guerre débutait; anglophones et francophones allaient en être.

La participation des soldats de l'Estrie, dans les deux guerres, a été élevée même si les chiffres exacts ne sont pas disponibles. «Je peux vous assurer que, per capita, l'Estrie a fourni plus de soldats que tout le reste du Canada» a lancé M. Roland Garand, un Sherbrookoïse, membre des Fusiliers de Sherbrooke depuis 1937.

Les lendemains des deux guerres ont été difficiles pour les Fusiliers. Les citoyens étaient moins intéressés. Le recrutement battait de l'aile. On en avait sougé de la guerre. Il fallait user d'imagination et de ténacité pour poursuivre les activités. Après les deux guerres, il aura fallu de 10 à 15 années d'efforts pour compléter ce qu'on pourrait appeler le relèvement du régiment. M. Garand, malgré des blessures subies à Alevino, en Italie, est toujours resté membre des Fusiliers de Sherbrooke. Sa fidélité, indéfectible. Les éclats d'obus qui sont toujours bien ancrés dans sa chair lui font dire, à la blague, que le fer allemand est de si bonne qualité qu'en ce qui le concerne il vaudra plus cher mort que de son vivant.

Le goût de l'aventure l'avait poussé à s'enrôler. «La ponctualité, la franchise, la discipline, c'est l'héritage que m'ont laissé mes années de vie militaire. Je suis encore discipliné aujourd'hui et je trouve que c'est ce qui manque à la jeunesse d'aujourd'hui. Mes deux filles m'ont encore remercié tout dernièrement pour la discipline que j'ai su leur inculquer.» **Les soldats de 1990** Les Fusiliers de Sherbrooke comptent 319 soldats en avril 1990. Le régiment est toujours l'un des plus importants. Le lieutenant-colonel Louis-Denis Pelletier, âgé de 39 ans, en assume le commandement depuis l'automne 1987. Lui-même est au régiment depuis 22 ans. Vers la fin des années 50, le Département de la défense nationale annonce un nouveau programme qui devait transformer le rôle jusque là passif des unités de réserve à une vocation beaucoup plus active. La Réserve allait prendre le caractère d'une force militaire prête à intervenir en toutes circonstances: attaque nucléaire, désastre, soutien mobile pour pénétrer en zone dévastée, rétablissement de l'ordre et assistance aux autorités civiles. Cette mission de service est encore plus accentuée de nos jours. Les recrues sont de plus en plus scolarisées. Le soldat d'aujourd'hui est un civil qui est soldat à temps partiel. Il poursuit ses études, il pratique un métier, une profession mais il est prêt à intervenir en tout temps, à servir. Et depuis 1987, comme l'a souligné le commandant Pelletier, les unités de réserve d'infanterie sont en pleine expansion et un rôle important est confié à la nouvelle race des citoyens-soldats. «La mission du soldat d'aujourd'hui est davantage territoriale ou continentale. Il a choisi de servir son pays. Il peut être appelé à intervenir en cas de désastre. Il assistera le pouvoir civil. Son rôle est très valorisant. Concrètement, cela revient à dire qu'il pourrait avoir à aider son voisin immédiat.»

Quelques dates mémorables

Mai-Novembre 1908: Nombreuses démarches du Dr J. Ferdinand Rioux en vue de former un régiment canadien-français à Sherbrooke. Considéré comme le fondateur du régiment, il décède le 16 décembre 1908.

1er Avril 1910: Autorisation officielle du «54e Régiment des Carabiniers de Sherbrooke».

5 Août 1914: Le 54e Régiment offre ses services dans la défense de l'Angleterre à la suite de la déclaration de guerre à l'Allemagne, le 4 août 1914.

7 Novembre 1926: Cérémonie de dévoilement du monument aux soldats.

15 Janvier 1933: Le régiment est rebaptisé «Les Fusiliers de Sherbrooke».

Mai 1939: Grandes cérémonies à l'occasion de la visite du Roi Georges VI et de la Reine Elizabeth.

25 Juillet 1940: Formation du Sherbrooke Fusilier Regiment. Première unité bilingue au Canada. Elle servira de renfort pour les troupes canadiennes outre-mer.

10 Janvier 1945: Le 1er Bataillon des Fusiliers est envoyé en Europe comme unité de renforcement des Forces Armées Canadiennes

Septembre 1948: Formation de la fanfare des Fusiliers de Sherbrooke.

2 août 1953: Visite de Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada.

12 mars 1960: Bal du cinquantenaire et nouvelle marche régimentaire, composée et dirigée par le major Sylvio Lacharité qui fut longtemps l'âme dirigeante de l'Orchestre Symphonique de Sherbrooke.

1er Décembre 1962: Bal annuel sous le patronage d'honneur de l'Honorable Paul Comtois, lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Il faut ajouter que les bals du Régiment furent durant des années l'événement le plus couru et le plus huppé dans la ville.

7 Février 1969: Bal de l'Infanterie sous la présidence de l'Honorable Roland Michener, gouverneur général du Canada.

8 Mars 1974: Funérailles du colonel honoraire J.S. Bourque qui fut député et même ministre. Les plus grands noms de Sherbrooke se sont retrouvés un jour ou l'autre impliqués dans les Fusiliers.

2 octobre 1974: Le brigadier-général J.J. Dunn est promu à ce rang et nommé commandant du Secteur de l'Est.

1er Avril 1990: Toujours bien vivant comme le chanterait Gerry Boulet, le Régiment des Fusiliers de Sherbrooke fête son 90e anniversaire, compte 319 soldats sous le commandement du lieutenant-colonel Louis-Denis Pelletier.

Cela n'est qu'un bien maigre survol des événements depuis la fondation des Fusiliers de Sherbrooke mais il prouve hors de tout doute à quel point l'existence du Régiment est liée à l'histoire de Sherbrooke et de l'Estrie.

LE 91 PEEL

Nouvel édifice au 91 PEEL, à Sherbrooke, (Plateau Marquette). D'une architecture soignée et de qualité non équivoque, cet immeuble est susceptible de refléter, au bénéfice de ses occupants, l'image d'excellence qu'ils recherchent.

7 000 pieds carrés actuellement disponibles pour location.

Pour information: **(819) 563-0322**

LAROCHE, GAUTHIER & ASSOCIÉES
avocates

Me Roseline Alric **Me Jovette Létourneau**

Me Roseline Alric et Me Jovette Létourneau ont le plaisir de vous annoncer leur association à Me Lise Laroché et Me Danielle Gauthier.

Me Roseline Alric est diplômée en droit de l'Université de Sherbrooke depuis 1979, ainsi que de l'Université de Montpellier (France) depuis 1965. Admise au Barreau en 1980, elle exerce sa profession principalement en droit de la famille et en litige civil. Elle enseigne régulièrement le droit administratif et l'art de la plaidoirie à l'École de formation professionnelle du Barreau du Québec, et ce depuis 1982.

Me Jovette Létourneau est diplômée en droit de l'Université de Montréal depuis 1979. Admise au Barreau en 1981, elle exerce sa profession principalement en droit du travail, santé et sécurité au travail, en droit civil et en droit municipal. Elle a également enseigné le droit à l'École de formation professionnelle du Barreau du Québec.

L'étude LAROCHE, GAUTHIER & ASSOCIÉES oeuvre principalement en droit du travail et commercial, en droit de la famille, en droit civil et responsabilité civile, en droit municipal et administratif, ainsi qu'en droit pénal.

L'étude qui portera dorénavant le nom de «LAROCHE, GAUTHIER & ASSOCIÉES» est située au 165 Wellington nord, bureau 310, à Sherbrooke (Québec) J1H 5B9. (819) 563-3303.

Prison à vie pour Stéphane Vachon

Le Sherbrookois de 19 ans a avoué un meurtre commis à Montréal

Sherbrooke

Le juge Claire Barrette-Joncas a condamné Stéphane Vachon, âgé de 19 ans, de Sherbrooke à l'emprisonnement à vie, sans possibilité de libération conditionnelle avant dix ans, pour le meurtre au deuxième degré d'un homme, commis à Montréal, au début de juillet 1989.

Vachon, malgré son jeune âge, possède un dossier judiciaire fort chargé.

Alors qu'il était adolescent, il avait demandé d'être jugé par un tribunal d'adultes pour divers délits criminels.

Ici même, à Sherbrooke, il avait écoupé d'une peine d'un an d'emprisonnement, au printemps 1989, pour une série de cambriolages.

Le 9 septembre 1989, il s'était évadé de la vieille prison commune de Sherbrooke, rue Winter, en débarquant une fenêtre cadenassée du troisième étage.

Il avait fui en compagnie de Sylvain Hamel qui n'a été repris que le 5 janvier 1990, dans un motel à Lennoxville, par les patrouilleurs de Metro Police Ascot-Lennoxville.

Soupçonné après son évasion de divers vols avec effraction dans les locaux administratifs de trois facultés,

à l'Université de Sherbrooke, Vachon a été appréhendé par les détectives Richard Fontaine et Gaétan Gosselin dans un bar de la rue King ouest, dans la nuit du 5 au 6 octobre 1989.

Une collaboration étroite entre la Division des enquêtes criminelles de la Police municipale de Sherbrooke et la Section des homicides du Service de police de la Communauté Urbaine de Montréal a permis de relier Vachon au meurtre de Claude Beauchesne, âgé de 29 ans, survenu dans le logement de la victime, rue Bien-court, à Montréal.

Patrick Parizeault, âgé de 24 ans, de Lachine a été accusé et condamné pour le même meurtre.

L'enquête sur le meurtre s'est donc complétée à la prison Winter. Vachon devait être transféré, durant la première semaine de novembre, à Parthenais pour y être inculpé de meurtre.

Au début de mars 1990, Vachon a avoué sa responsabilité dans le meurtre au deuxième degré de Beauchesne.

La victime était un employé de l'archevêché de Montréal.

Beauchesne avait rencontré «ses deux amis d'occasion», à savoir Vachon et Parizeault, dans un bar. On a

trouvé, puis il aurait avoué à ses nouvelles connaissances avoir volé une importante somme d'argent dans le coffre-fort de l'archevêché.

Les deux complices ont reconduit leur victime à son appartement, en sont repartis pour revenir un peu plus tard dans le but de mettre la main sur le magot.

Au moyen d'un couteau et d'une paire de ciseaux, ils ont tenté de faire parler la victime en la piquant un peu partout sur le corps. En vain.

Beauchesne est mort au bout de son sang après avoir subi un véritable martyre.

Dans le cours de l'enquête, ce sont les détectives de la C.U.M. qui ont découvert la somme d'argent cachée dans le logement de même que le couteau et les ciseaux ayant servi au crime, même s'ils avaient été nettoyés et remis à leur place.

La Couronne avait demandé au tribunal que l'éligibilité à la libération conditionnelle soit fixée à 15 ans alors que la défense avait demandé la peine minimale de 10 ans.

Le tribunal a décidé de ne pas augmenter la peine minimale que Vachon devra purger à cause des circonstances de l'affaire et de la collaboration de Vachon, qui avait consenti à témoigner contre le complice.

AU PALAIS DE JUSTICE

Les frères Di Genova emprisonnés

Le juge Michel Côté de la Cour du Québec a ordonné hier la détention provisoire des frères Réjean et Daniel Di Genova qui étaient inculpés de tentative d'effraction à un restaurant du boulevard Bourque et de possession d'outils de cambriolage le 2 avril.

Le premier se trouvait sous le coup d'une libération conditionnelle et le second en attente de procès pour des délits semblables.

Droque: deux hommes et une femme accusés

Deux hommes et une femme ont été inculpés hier de conspiration, possession pour trafic et possession de stupéfiants ayant trait à 41 grammes de cocaïne et 38 grammes de marijuana saisis jeudi dernier.

Ils ont comparu devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec, à Sherbrooke.

Christiane Després, 29 ans, et Syl-

van Dulac, 28 ans, sont écroués en attendant leur enquête en cautionnement lundi.

Richard Dulac, 31 ans, a pour sa part pu reprendre sa liberté provisoire sous conditions pendant la durée des procédures.

Mme Després est accusée de plus de trafic d'une quantité non déterminée de cocaïne.

Les frères Di Genova sont âgés de 28 et 24 ans et proviennent de la région de Laval.

L'enquêteur Claude Monfette de Rock Forest a témoigné que des patrouilleurs ont entendu une sirène d'alarme en passant devant le restaurant à 01h40 et vu deux personnes se sauver vers l'arrière.

Ils ont appréhendé dans une voiture 150 mètres plus loin les pré-

venus, dont les chaussures et les pantalons étaient trempés.

Daniel Di Genova est hypothéqué de condamnations dans sept districts judiciaires différents.

Il a témoigné qu'un emploi l'attendait dès sa libération.

Le défenseur Michel Beauchemin a demandé que l'enquête préliminaire de ses clients soit tenue mercredi prochain.

Les accusés sont défendus par Mes Conrad Chapdelaine, Michel Dussault et Jean Leblanc.

Le procureur spécial Claire Desgens avait contesté la remise en liberté de Mme Després et de Sylvain Dulac.

Les prévenus avaient été arrêtés à la suite d'une enquête de la police fédérale.



BOUTIQUE EQUESTRE IRWIN'S

NOUS AVONS DOUBLÉ NOTRE INVENTAIRE
EUX VOUS SERVIR!

SPÉCIAUX D'AVRIL

BOTTES WESTERN

à partir de

\$65

1ère qualité, marque connue. Quantité limitée.

COUVERTURE D'ÉTÉ POUR CHEVAUX

1995

SUPER SPÉCIAL

SELLE ANGLAISE

Rég. \$275

SPÉCIAL

\$175

comprenant: bride, coussinet (pad), sangle, les cuirs pour étriers.

SELLE WESTERN

Rég. \$395

SPECIAL

\$295

comprenant: bride, coussinet (pad), sangle.

Pour tous vos besoins en équitation, notre gérante Helen Rodgers se fera un plaisir de vous conseiller.



En tout temps,
BONNE SÉLECTION DE
CHEVAUX À VENDRE

QUARTER HORSE
APPALOOSA
PAINTS

Nous confectionnons
RUBANS ET TROPHÉES
pour tous genres de compétitions
562-4133

1625, R.R. 1, Spring Road,
Lennoxville

HEURES D'OUVERTURE:
Mardi à samedi: 9 h 00 à 17 h 00;
vendredi: 9 h 00 à 21 h 00.
FERMÉ: DIMANCHE ET LUNDI.

12003



11 3/4%
un an

OUVERT
7
JOURS
SEMAINE

CHEZ NOUS, ON NE
FORCE PAS LA VENTE.
LA QUALITÉ
PARLE D'ELLE-MÊME...

Maisons Alouette se distingue par ses produits de haute qualité et par les services attentionnés offerts à leur clientèle.

En vous adressant à nos conseillers en habitation, vous êtes certains de recevoir un service complet et courtois qui vous permettra de faire un choix éclairé.

Nos produits, construits selon des normes strictes, parlent d'eux-mêmes. Discutez avec nos conseillers, vous serez convaincu en constatant le rapport qualité/prix.

Chez **Maisons Alouette**, nos spécialistes sont à votre écoute afin que votre nouvelle résidence soit le reflet de vos besoins et de vos goûts.

Maisons Alouette, la distinction à votre portée.

LES MAISONS
Alouette
HOMES

À seulement 40 km de Sherbrooke
Les Industries Ste-Anne-de-Larochelle Inc.
316, rue Principale ouest, Route 243
Ste-Anne-de-Larochelle, Québec J0E 2B0
Tél.: (514) 539-3100

12918

UN PRIX, UNE QUALITÉ, UN SERVICE ASSURÉ

TOYOTA
L'expression du mieux-faire

TOYOTA RICHMOND
L'ÉQUIPE DU SAVOIR-FAIRE



Incluant notre excellent
«service» qui comme par le
passé fait foi de notre réussite.

TOYOTA

DES RABAIS ALLANT DE

\$ 1,000 A \$ 1,500

SUR TOUS NOS CAMRY 1990 EN INVENTAIRE

CA FOND EN GRAND!

TOYOTA
RICHMOND INC.

153, Rte 116, Richmond. 826-5923

UN PRIX, UNE QUALITÉ, UN SERVICE ASSURÉ

12909

Régions

La rue St-Georges sera élargie sous peu

Michel MORIN

Windsor

St-Georges à Windsor, entre la 2^e avenue et la rue De l'Eglise, s'amorceront sous peu.

La réalisation de ces travaux, qui

Les travaux visant à élargir la rue

Demande d'injonction contre un vendeur d'autos entendue la semaine prochaine

Omerville

Un juge de la Cour supérieure entendra au début de la semaine prochaine, au palais de justice de Sherbrooke, une demande d'injonction présentée par Omerville contre un concessionnaire d'automobiles qui aurait enfreint le règlement qui régit l'aménagement du territoire municipal, en ouvrant un point de vente tout près du viaduc qui permet à l'autoroute 55 d'enjamber le boulevard Bourque.

La municipalité allègue que le concessionnaire a installé, sans en avoir reçu l'autorisation du service municipal d'inspection des bâtiments, une roulotte sur un terrain où l'installation de roulettes est interdite et où elle détient une servitude d'égout.

Le concessionnaire qui projette d'ériger un point de vente conforme aux exigences de la municipalité sur ce terrain mais qui n'a pas demandé de permis à cette fin, a été mis en demeure de déplacer sa roulotte, mais n'en a rien fait.

nécessiteront des investissements de 341,751 \$, a été confiée à la firme Sintra qui, des sept entreprises ayant présenté des soumissions, a affichés les coûts les plus conservateurs.

Le projet consiste en l'élargissement d'une dizaine de pieds de la rue St-Georges et s'inscrit dans le cadre du rajustement du quadrilatère formé des rues St-Georges, Ambroise-Deardon, 2^e avenue et De l'Eglise.

Le directeur général de la Ville de Windsor, Joseph Plante, a souligné que ces travaux nécessiteront des interventions souterraines afin de refaire le réseau d'égout pluvial.

«L'élargissement de la rue St-Georges sera complété par la cons-

truction de nouveaux trottoirs et la pose de pavé uni, ajoute le directeur général. Il est également prévu de semer des fleurs et de planter des arbustes en bordure de la rue, histoire d'améliorer l'aspect visuel.»

Des améliorations seront également apportées du côté de la signalisation routière et de nouveaux lampadaires seront installés tant sur la rue St-Georges, que dans le parc du Centenaire.

Les autorités municipales de Windsor avaient d'abord prévu réaliser ce projet l'automne dernier. Or, des retards ont entraîné le report des travaux.

Anglais Animé

"L'ENSEIGNEMENT CONÇU POUR L'ENFANT"

MOI, JE SOIS BILINGUE!



- Pré-maternelle (avec service de garderie)
- Maternelle (demi-journées ou journées complètes)
- Élémentaire (après l'école ou les samedis)
- Secondaire (en petits groupes ou cours privés)

PLACES DISPONIBLES

SO AMI!

ÉCOLE DE BILINGUISME DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE
1420 RUE CARON

564-1767
SUSAN DANIS, DIRECTRICE
Formation en pédagogie neurolinguistique

131866

MENUISERIE LEMIEUX

SURPLUS DU MANUFACTURIER

PLANCHER DE BOIS FRANC

10,000 PL. CA. DE PLANCHER PRÉ-VERMI
Erable, merisier 2.75 pi car.
Chêne 2.95 pi car.

15,000 PL. CA. DE PLANCHER NON-FINI
Chêne naturel 1.49 pi car.
Erable 1.75 pi car.

MOULURES chêne second 25¢ pi
pour cadrage de portes et fenêtres

PLINTHE plancher chêne 35¢ pi

PORTES D'INTERIEUR en bois franc
A PRIX EXCEPTIONNELS

DU LUNDI AU VENDREDI de 8 h 00 à 17 h 00.
Ouvert temp. samedi de 9 h 00 à 12 h 00

92, 2e Avenue, WINDSOR 845-2739

Vente VALEUR plus

LA VENTE SE TERMINE DEMAIN LE 8 AVRIL

GRATUIT
VALEUR DE 309,00 \$

PISCINES HORS-TERRE PLUS DE 40 MODÈLES.

À L'ACHAT D'UNE PISCINE HORS-TERRE ÉQUIPÉE, OBTENEZ GRATUITEMENT UN ROBOT NETTOYEUR « AUTOVAC ».

12 999⁰⁰

GRATUIT
VALEUR DE 700,00 \$

MULTI-FORME "P"
19 x 31 pi - 452 pi²

CONTEMPORAIN RECTANGULAIRE
17 x 32 pi - 450 pi²

CLASSIC CARAT
16 x 32 pi - 456 pi²

RÉSINE DE SYNTHÈSE

PISCINES CREUSÉES en résine de synthèse. GARANTI 50 ANS. Une exclusivité CITADELLE.

PRÊTES-À-NAGER
COMPRENANT : une trousse d'entretien, un ensemble de filtration, un ensemble de sécurité, un ensemble d'écumoire, un ensemble de tremplin et échelle, un trottoir de 300 pi².

FAITES VOTRE CHOIX : À L'ACHAT D'UNE PISCINE CREUSÉE, OBTENEZ GRATUITEMENT UN ROBOT NETTOYEUR « QUESTA » OU UNE GLISSOIRE. (Installation non-comprise).

649⁰⁰ RÉG. : 789,00 \$

COMPRENANT : 6 chaises Cristal ajustables 5 positions, 1 table Olympia, 1 parasol 9'x7' en Texteline, 1 base de parasol, 1 ensemble de napperons et sous-verres de 8 morceaux.

CERTAINS PRODUITS SONT EXCLUS.

GRATUIT

À L'ACHAT DE L'ENSEMBLE PATIO À 649 \$, CHAISE LONGUE, VALEUR DE 125,00 \$

2 999⁰⁰

Spa CITADELLE Modèle 460 régulier prêt-à-encastrer 4 places avec canapé et banquettes. Système de filtration inclus.

GRATUIT

RÉDUISEZ LES FRAIS D'INSTALLATION

ISOLATION ET BASE DE NIVELLATION DE BOIS TRAITÉ DE FORME « I ».

À L'ACHAT DU MODÈLE 460 VALEUR DE 250,00 \$

PLANS MISE DE CÔTÉ ET FINANCEMENT DISPONIBLES.

CITADELLE

- | | | |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <p>Rock Forest
4701, boul. Bourque
564-8611</p> | <p>Granby
848, rue Principale
378-4944</p> | <p>Arthabaska
54, rue Girouard
357-9231</p> |
| <p>Saint-Hyacinthe
520, rue Martineau
773-5667</p> | <p>Drummondville
455, boul. Saint-Joseph
474-2777</p> | <p>Thetford Mines
842, boul. Smith Sud
335-9166</p> |

Lundi au mercredi de 9h00 à 18h00 - Jeudi et vendredi de 9h00 à 21h00 - Samedi de 9h à 17h00 - Dimanche de 11h00 à 17h00

Séminaire*

L'application pratique de l'édition électronique en affaires.

DATE: le 11 avril 1990
LIEU: Hôtel Delta de Sherbrooke
2685, rue King Ouest
Place des Congrès
Salons Brompton et Stukely

Pour les réservations, communiquez avec Lise Tanguy au (819) 564-4644

*Sans frais

GAUVIN **PRE** impression

MICRO BOUTIQUE
Centres d'affaires

Le plus important détaillant Apple en Estrie

Concessionnaire autorisé
2433 ouest, rue King, Sherbrooke
Tél.: (819) 564-4644

12946

12124

Régions

Travaux destinés à restaurer le ruisseau Castle

□ Coût global évalué à 244 562 \$

Gilles DALLAIRE Canton de Magog

D'importants travaux qui pourraient refaire du ruisseau Castle la frayère achalandée qu'il était naguère seront exécutés au cours de l'été sur les berges et dans le lit de ce cours d'eau.

Ces travaux dont le coût global est évalué à 244 562 \$ viseront à endiguer l'érosion des berges et à faciliter

la montée de la truite arc-en-ciel, de la ouananiche, de la truite brune et de la truite mouchetée pendant la période du frai.

«Selon les besoins, on stabilisera les berges du ruisseau en les nivelant, en les enrochant, en les reboisant avec des arbustes ou des arbres ou encore en installant des membranes géotextiles», a expliqué, hier, lors d'une conférence de presse, Mme Thérèse Saint-Jacques, la présidente de l'Association pour la protection et l'amélioration du ruisseau Castle qui travaille depuis cinq ans à rendre au cours d'eau son apparence et sa vocation d'avant la construction de l'autoroute 10 et l'expansion du centre de ski du mont Orford.

Elle a révélé que le tiers du coût de ces travaux qui sera de 132 000 \$ sera défrayé par les riverains qui en profiteront directement mais que l'exécution d'une tâche sera considérée comme une contribution financière par la Fédération de la faune du Québec et les gestionnaires du program-

me fédéral Partenaires en environnement qui se partageront le solde du coût.

Lit du cours d'eau

M. Pierre Demers, représentant du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, a souligné pour sa part que des travaux tout aussi importants seront exécutés dans le lit du cours d'eau: stabilisation des assises et des approches du pont, enlèvement de deltas sous-marins, aménagement d'un déversoir dans la partie centrale du barrage, d'un canal d'alimentation, de fosses de migration, et de bassins, élimination d'affleurements rocheux, enlèvement de gravier dans le bassin formé en amont du barrage, franchissement de caniveaux et construction de seuils de gabion.

Selon lui, l'exécution de tous ces travaux, tant sur les berges que dans le lit du ruisseau Castle, devrait, à brève échéance, accroître le nombre des poissons qui fraient dans ce cours d'eau dont l'envasement a rendu la

montée très difficile depuis quelques années.



Pierre Demers

POUR VOUS SERVIR!

Luc Blanchette

René Côté

La direction de DeLuxe Pontiac Buick est heureuse d'annoncer à la population de l'Estrie, qu'elle a retenu les services de MM. Luc Blanchette et René Côté à titre de conseillers aux ventes. Vous aurez avantage à les consulter pour vos besoins automobile. Composez 569-9351 ou rendez-vous au 1567, rue King ouest, Sherbrooke.

DELUXE
PONTIAC-BUICK LTÉE

13061



Thérèse Saint-Jacques

POUR VOUS SERVIR

Jean-Marie Gagnon

Conseiller aux ventes désire réintèrer à la population de l'Estrie qu'il est toujours à votre disposition pour vous servir si vous désirez un véhicule neuf ou usagé, ou location À LONG TERME chez:

Val Estrie Automobile Ltée
4141 King ouest, Sherbrooke
563-4466

11972

Un rêve devenu réalité!

SPECIAL ROULOTTES USAGÉES POUR MOINS DE \$4,000

SERVICE DE GAZ PROPANE SUR LES LIEUX. VENTE ET SERVICE

transport de roulettes et maisons mobiles

DÉPOSITAIRE:

- PROWLER
- GOLDEN FALCON
- CITATION
- CHALET ROULANT
- BONAIR
- MAISON MOBILE
- GITAN
- PREFABRIQUÉE

Financement sur place

Heures d'ouverture:
Lun. au ven. 9h00 à 20h00
Sam. 9h00 à 19h00
Dim. 11h00 à 18h00

Prowler

Les ROULOTTES ST-FRANÇOIS inc.
Route 263, longeant le grand lac St-François, entre St-Romain et Lambton
(418) 486-7135 - 486-7594
Près de la Source argentine

11543

Harvey & FILS LTÉE

SURPLUS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

- PORTES
- FENÊTRES
- ARMOIRES

- PRÉFINI MÉLAMINE "GRADE B"
- LAVABOS
- MOULURES

4'x8' de \$22 à \$25

ARMOIRES DE CUISINE MODULAIRE

CUISIRAMA

Amande, profilée
Chêne
Largeur 60" (telle qu'illustrée)

507\$

PORTE PATIO

Vice-Versa
5' PH, Vinyle

515\$

SUPERVISION

FENÊTRES ET PORTES DE QUALITÉ

PORTE EN ACIER ISOLÉE

- Prémontée dans un cadre en pin
- Coupe-froid magnétique
- Grandeurs 32" et 34"
- Seuils aluminium
- Balai coupe froid
- Modèle B-03

318\$

FENÊTRES COULISSANTES

non recouvertes

31 1/2 x 23 1/8"	70\$
31 x 31"	81\$
34 15/16 x 23 1/8"	76\$

PARQUET EN CHÊNE DE TASMANIE
non sablé

29\$/pqt (couvre 32,5 pi.car.)

FENÊTRES À BATTANT, SUPERVISION
Escompte **50%**

BARREAUX DE RAMPE TOURNÉS
EN CHÊNE 1 1/4" x 1 1/4", 31", 34" et 36" de long

175\$/ch.

PORTES INTÉRIEURES, secondes
légères imperfections, de **8\$ à 25\$**

TOUS CES ARTICLES ET PLUSIEURS AUTRES SONT EN MAGASIN ECONOMISEZ PAYEZ ET EMPORTEZ

12358

ROCK FOREST, 6484, boul. Bourque 864-7241

GRANDE FÊTE DU 20e ANNIVERSAIRE
TOUJOURS LA MÊME DIRECTION

Luc Thivierge

Richard Dion

Serge Malo

Liliane Dion

Gilles Dion

Neil McTavish

Martin Roy
gérant de service

Yves Gaudreau
gérant des pièces

20 ANS DE SERVICE APRES-VENTE UNE SUPER FORCE

20 ANS DE BONS PRIX VOYEZ-NOUS AVANT D'ACHETER

20 ANS DE CHOIX MODELES COULEURS INVENTAIRE COMPLET

OUVERT DE 9h00 à 21h00 LES 6 ET 7 AVRIL

OUVERT VENDREDI SOIR ET SAMEDI SOIR

DES PRIX DIGNES DU 20ième ANNIVERSAIRE

OUVERT VENDREDI SOIR ET SAMEDI SOIR

MAGOG

DION CHEV OLDS

843-6571

OUVERT de 9h00 à 21h00 - 6 JOURS - 72 HEURES

PERSONNE NE RIVALISE AVEC WEEDON AUTO PLYMOUTH CHRYSLER!

POURQUOI 89% DE NOTRE CLIENTÈLE PROVIENT-ELLE DE L'EXTÉRIEUR DE WEEDON? UNE VISITE VOUS CONVAINCRA...

AUTANT DE CHOIX QU'EN VILLE... À DES PRIX MEILLEURS QU'EN VILLE!

Une entreprise familiale qui vous offre un service personnalisé.

WEEDON AUTO (1977) INC.

Heures d'affaires:
lundi au vendredi: 8h00 à 21h00
samedi: 9h00 à 15h00

Nos vendeurs Simon Fontaine et Jean St-Pierre seront heureux de bien vous servir.

326, 2e Avenue, Weedon, 877-2833

11516

TAUX D'INTÉRÊT RÉDUIT ET RABAIS DE \$500 APPLICABLES SUR MODÈLES COLT 1989 ET TAUX D'INTÉRÊT RÉDUIT OU RABAIS JUSQU'À \$1000 OFFERT SUR LA PLUPART DE NOS EXCELLENTS PRODUITS CHRYSLER

12911

Régions

Bromptonville publie des rapports sur cinq services municipaux

Huguette HÉBERT Bromptonville

Dans ce que le maire Clément Nault a appelé un effort de démocratisation, Bromptonville vient de rendre public cinq rapports annuels touchant autant de services municipaux.

Les cinq rapports représentent environ cent-cinquante pages d'informations concernant les activités, le budget et les objectifs de chacun des services.

Michel Dupont, inspecteur en bâtiments et environnement, a fait remarquer le dynamisme exceptionnel de la municipalité dans le secteur de la construction résidentielle. «Depuis deux ans, dit-il, il y a eu plus de 4 000 000 \$ d'investissements dans ce domaine».

Loisirs

Au service des loisirs, l'entente intermunicipale avec le Canton de Brompton a rapporté 33 500 \$ à la

municipalité. Si la participation des Bromptonvillois aux activités de loisirs a continuellement diminué depuis 1982, elle semble s'être redressée en 1989 pour atteindre 1500 individus, soit la moitié de la population. La participation du Canton constitue près de 400 citoyens, soit une personne sur cinq. Le directeur, André Boutin n'a qu'un seul regret: «Les jeunes veulent participer, dit-il; mais les parents ne s'embarquent pas suffisamment. Nous manquons de bénévoles.»

Aux Travaux publics, on constate un excédent budgétaire d'environ 30 000 \$. Mais la principale victoire du service se situe au niveau de la sensibilisation des gens. «Depuis 1986, explique le directeur Rosaire Maheux, la consommation annuelle en eau potable a diminué. De 257 millions de gallons, elle est passée, en 1989, à 235 millions, malgré une population en hausse!»

«Malgré une diminution des heures de couverture, de dire Daniel Richard, directeur de la Sûreté municipale, le temps alloué à la prévention a été doublé. Notre taux d'accidents est le plus faible depuis dix ans, tandis que le pourcentage de la criminalité se situe sous la moyenne des cinq dernières années.» Le taux de solution des crimes est cependant passé de 65 à 25%. Daniel Richard en impute la faute à la difficulté de repérer les «groupes habitués ou organisés». Parmi les différents événements dont s'est préoccupé la Sûreté de Bromptonville, l'un d'eux a principalement attiré l'attention: l'abandon de 3 enfants. «Cette année, d'expliquer le policier, nous avons trouvé trois enfants de moins dix ans qui avaient été abandonnés par leurs parents». Ce fait constitue une triste première dans les statistiques de la municipalité. Le service des incendies se porte bien également.

Nomination d'un capitaine affecté à la lutte contre les incendies

Magog

Une recommandation formulée par la firme Raymond, Chabot, Mallette, Poissant dans un rapport portant sur la restructuration des services municipaux à Magog, vient d'être mise en application avec la nomination d'un officier affecté à la lutte contre le feu, au service de police et de protection contre les incendies.

Cet officier, le capitaine Yvon Bergeron, aura les attributions d'un directeur de service de protection contre les incendies, à cette exception qu'il sera déchargé des tâches purement administratives.

«Il aura la responsabilité de tout le côté pratique de la lutte contre le feu, de l'entraînement des 21 policiers-pompiers et des 15 pompiers volontaires, de l'inspection et de l'entretien de la flotte, du matériel et des équipements et de la coordination des campagnes de sensibilisation à la prévention et des inspections préventives», ont expliqué le directeur et le



Yvon Bergeron

chef des opérations du service, MM. Roland Croteau et Adrien Mercier.

Ils ont souligné que la nomination de M. Bergeron n'est pas le prélude à la création d'un service de protection contre les incendies indépendant du service de police, mais plutôt un pas vers la mise en place d'une structure qui assurera une liaison plus efficace entre la direction et le personnel du service. Ils ont révélé que le prochain pas sera sans doute la nomination d'un capitaine affecté à la gendarmerie, une nomination qui ne devrait toutefois pas être faite avant quelques années.

Originaire de Magog, le capitaine Bergeron est membre du corps policier municipal depuis 1964. Il a été promu au grade de sergent en 1966.

En raison de sa promotion au grade de capitaine, l'agent Paul Tear est devenu policier permanent. L'agent Geoffrey Page a pris la relève de l'agent Tear, comme policier surnuméraire.

mod **lui**

LOCATION DE TUXEDOS BOSS HUGO BOSS

150\$
modifications incluses

CARREFOUR DE L'ESTRIE ET 111, WELLINGTON NORD

12237x

Collège de Sherbrooke

Le Conseil d'administration du Collège de Sherbrooke

tient à remercier les personnes, organismes et entreprises qui se sont associés au Collège dans ses démarches pour l'obtention d'un **Centre spécialisé**, reconnu par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, et pour la création du **Centre Microtech**, notamment

M. **Claude Ryan**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Mme **Monique Gagnon-Tremblay**, députée du comté de Saint-François, ministre des communautés culturelles et immigration
La **ville de Sherbrooke**
La **municipalité de Fleurimont**
La **Chambre de commerce de Sherbrooke**
La **maison régionale de l'industrie**
L'**Assemblée de concertation et de développement de l'Estrie (ACDE)**
Le **ministère de l'Industrie Commerce et Technologie**

Les **enseignants** des départements des Techniques physiques du Collège de Sherbrooke

Les **gens d'affaires** de la région en particulier des Groupes d'ingénieurs conseils

Raymond Chabot Martin Paré, auteur du plan d'affaires

Le Groupe conseil **S.M. inc.**, collaborateur au plan d'affaires

André St-Onge, directeur général et vice-président exécutif du Centre québécois pour l'informatisation de la production (CQIP) (prêt d'équipements d'une valeur approximative de 400 000 \$)

Le Centre Microtech du Collège de Sherbrooke

Centre spécialisé en Technologies de production assistée par ordinateur (T.P.A.O.)

reconnu par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, le 11 septembre 1989

Fonctions du Centre spécialisé comme établi par le gouvernement du Québec

L'enseignement Formation au niveau de la main-d'oeuvre active

La recherche appliquée Applications techniques des découvertes scientifiques Projets de recherche en partenariat avec les petites et moyennes entreprises

L'aide technique Contribution à la solution de problèmes techniques dans les entreprises Implantation de technologies nouvelles de production et de gestion dans les entreprises

L'information Diffusion de l'information scientifique et technique auprès des entreprises: démonstrations, séminaires, etc.

L'animation Sensibilisation des entreprises aux innovations technologiques disponibles

Membres de l'assemblée générale

Gérard Aulfort, adjoint à la direction des Services pédagogiques du Collège de Sherbrooke
Daniel Charland, président, H.T.R.C. Automation inc.
Paul Constancis, président, Mésotec inc.
Claude Courtemanche, secrétaire général du Collège de Sherbrooke
Laurent David, ingénieur associé Groupe conseil LNR inc.
Jean-Yves Dupuis, vice-président, Conseil d'administration du Collège de Sherbrooke
Jean-Paul Gendron, directeur régional Groupe Investors
Jean-Paul Gendron, directeur régional, Office de planification et de développement du Québec
René Gendron, directeur général, Maison régionale de l'industrie
Paul Gervais, directeur général du Collège de Sherbrooke

François Godbout, président Industries Godbout inc.
André Labrie, directeur régional, Ministère de l'Industrie Commerce et Technologie
Jacques C. Lacroix, directeur, R.D. Dettson inc.
Gérard Laganière, vice-président, Groupe S.M. inc.
Claude Meunier, coordonnateur, Électrotechnique au Collège de Sherbrooke
Richard Royer, président, Groupe Teknika
André St-Onge, vice-président directeur général, Centre québécois pour l'informatisation de la production
Jocelyn Vallée, directeur des Services pédagogiques du Collège de Sherbrooke
Pierre Vigneault, directeur général, Centre Microtech du Collège de Sherbrooke

Membres du Conseil d'administration

Paul Constancis administrateur
Claude Courtemanche secrétaire-trésorier
Jean-Yves Dupuis administrateur
Jean-Paul Gendron administrateur
René Gendron administrateur
Paul Gervais président
Jacques C. Lacroix administrateur
Jocelyn Vallée administrateur
Pierre Vigneault directeur général

Le Centre Microtech du Collège de Sherbrooke est heureux de s'associer comme partenaire aux entreprises oeuvrant au développement régional de l'Estrie

12237x

Régions

16 000 \$ versés pour l'aide à la restauration à Richmond

Guy Marchand Richmond

La Ville de Richmond bénéficiera pour l'année en cours, dans le cadre du programme d'aide à la restauration Canada-Québec (PARCQ), d'une première enveloppe budgétaire de l'ordre de 16 000 \$.

Tout le montant accordé cette année s'adresse uniquement au volet propriétaire-occupant puisque le volet propriétaire-bailleur (pour les édifices à logements) a été coupé à la suite d'une décision du gouvernement fédéral.

En ce qui a trait au volet visant les travaux d'accessibilité des logements occupés par des personnes handicapées, la proportion des coûts est assumée à 75 pour cent par le gouvernement fédéral et à 25 pour cent par le provincial. La mise en oeuvre du programme est confiée à la Société d'habitation du Québec.

L'enveloppe budgétaire de 16 000 \$ est divisée à parts égales entre les municipalités de Rich-

mond (volet urbain) et Kingsbury (volet rural) pour laquelle Richmond a accepté d'être mandataire. Il est à noter que, depuis la mise en vigueur de ce programme, il s'agit de la plus basse somme que Richmond reçoit pour venir en aide à des propriétaires qui veulent effectuer des travaux de rénovation.

«L'enveloppe accordée cette année n'est pas très généreuse, compte tenu des besoins et de la demande élevée de la part de propriétaires qui voudraient bénéficier d'une aide financière de ce programme. Depuis trois ans que nous bénéficions des avantages de PARCQ, les résultats sont excellents puisque plusieurs propriétaires en ont profité pour effectuer des travaux qui ont complètement changé l'aspect de leur propriété. Ce programme nous tient réellement à coeur et c'est certain que nous allons appliquer pour obtenir des montants d'argent supplémentaires», a fait remarquer le maire Marc-André Martel.

Les entreprises d'amiante des États-Unis font la lutte

... pour contrer la réglementation proposée par l'Agence de protection de l'environnement

Asbestos (MM)

Depuis le début du mois, les entreprises américaines de l'amiante qui s'objectent à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation proposée l'été dernier par l'Agence américaine de protection de l'environnement (E.P.A.) peuvent faire valoir leur point de vue.

Toutes ces procédures se déroulent à la Nouvelle-Orléans, aux États-Unis. Plusieurs documents ont été jusqu'à présent déposés par les industries de l'amiante qui favorisent une utilisation contrôlée de l'amiante. Les documents tendent à démontrer qu'une utilisation sécuritaire ne peut

être néfaste pour la santé des utilisateurs ou de la population qui y est exposée.

On se rappellera que l'été dernier, l'E.P.A. proposait de bannir progressivement l'utilisation de l'amiante aux États-Unis d'ici 1996, ce qui avait soulevé une vive protestation tant au Canada, au Québec que chez nos voisins du Sud. Une coalition entre les divers gouvernements et l'in-

dustrie de l'amiante s'était alors formée dans le but ultime de contrer les intentions de l'Agence américaine de protection de l'environnement.

En mai prochain, le Canada pourra, à son tour, déposer plusieurs documents démontrant la sécurité de l'amiante. Après quoi, l'E.P.A. aura un droit de regard sur tous les documents qui auront été soumis. L'E.P.A. présentera en juin sa pro-

pre argumentation, et au début de l'été le Canada pour répliquer aux allégations de l'E.P.A.

Ce n'est cependant qu'en octobre prochain que les débats entre avocats des principales parties en cause seront publics. Pour l'instant, tout se déroule sous le couvert de la confidentialité.

335 000 \$ d'Ottawa pour des emplois à 48 personnes

Sherbrooke

Le gouvernement fédéral versera la somme de 335 000 \$ au Centre de recyclage et d'employabilité de la main-d'oeuvre de l'Estrie, à Sherbrooke (CREME).

L'aide financière permettra à 48 personnes fortement défavorisées sur le plan de l'emploi de recevoir une formation préparatoire à l'emploi d'une durée de quatorze semaines. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme intégration professionnelle, une composante de la Planification de l'emploi.

En faisant cette annonce au nom de la ministre d'Etat à l'Emploi et à

l'Immigration, Mme Monique Vézi-na, le député de Sherbrooke, M. Jean Charest, a déclaré que, «grâce à ce projet, les participants pourront recevoir une formation préparatoire à l'emploi, une orientation professionnelle ainsi qu'une expérience pratique en entreprise pour connaître la réalité du monde du travail et s'adapter en conséquence».

Au cours de leur formation, les participants ont droit à une rémunération. Quant aux promoteurs de projets, ils sont admissibles, entre autres, à des subventions salariales et à une aide financière directe au titre du coût en capital et à des frais de formation.

Le président du Syndicat des producteurs de sirop d'érable de la région, M. Léo Blais, recommande à ses membres de ne pas donner suite immédiatement aux démarches effectuées en région par certains acheteurs.

Il leur conseille d'attendre plutôt de recevoir la liste des prix que la Fédération des producteurs de sirop d'érable leur expédiera par lettre, dès lundi.

Il rajoute que ces prix sont ceux qui ont été publiés récemment dans le journal. Ils sont les suivants: 1,70 \$ pour le AA, 1,45 \$ pour le A, 1,40 \$ pour le B.

Il déclare que des acheteurs offrent présentement 1,45 \$ aux producteurs de la région. A cause des rumeurs entourant les surplus de production, ce prix pouvait paraître, à prime abord, alléchant. C'est pourquoi le syndicat fait sa mise en garde.

Sirop d'érable: producteurs prévenus

La Patrie

CENTRE DE RÉNOVATION
MATÉRIAUX — QUINCAILLERIE — PLOMBERIE

J. ANCTIL INC.

846-2747 3110, route 222, St-Denis de Brompton, QC. JOB 2PO

BARDEAUX DE QUALITÉ POUR TOITURES

ENDURA

COUVRE "TOIT" AVEC CE QU'IL Y A DE MEUX DDMTAR

CARACTÉRISTIQUES

- Conception à patte triple
- Garantie de 15 ans
- Choix de couleurs classiques et nuancées
- Normes Acnor A123 IM 1979 modif. #185
- Normes CAN/ULC S107-M87 classe "C"

Spécial en vigueur jusqu'au 30 avril 90

NOTRE BARDEAU LE PLUS EN DEMANDE OFFERT A UN PRIX EXCEPTIONNEL

10⁴⁷ \$/pqt

A seulement 5 MINUTES du Carrefour de l'Estrie

Une idée constructive de Roland et Napoléon et le service reconnu de J. Anctil

POURQUOI NE PAS VENIR FAIRE UNE VISITE CHEZ P.L.C. CHEVROLET À EAST ANGUS!

10.9%

POUR UN TEMPS LIMITÉ, NOUS VOUS OFFRONS DU FINANCEMENT À

Financement sur 48 mois.

Nos prix et notre service après-vente font notre réputation!

AVONS BESOIN DE VÉHICULES USAGÉS

155, rue Angus sud
EAST ANGUS
832-2494

John Coulombe, président

SUR LES MODÈLE SUIVANTS:

CHEVROLET LUMINA
OLDSMOBILE CUTLASS
SUPREME 1990
PICK-UP S-10
BLAZER ST 1989 et 90

TOTAL
GARANTIE DE 3 ANS / 80 000 KM
OUVERT du lundi au jeudi de 8h00 à 21h00; vendredi de 8h00 à 17h00

Sunbeam

PLEINS GAZ SUR ...

NE PAYEZ QU'EN JUILLET 90! Aucun dépôt, aucun intérêt

42,000 BTU 3 TABLETTES

- 2 brûleurs de qualité en acier inoxydable
- grande surface de cuisson 504 po. car.
- grilles de cuisson, 2 positions de cuisson
- allumeur automatique
- indicateur de température

10-5 ANNÉES DE GARANTIE
10 ans boîtier
5 ans brûleur
2 ans complet

62,000 BTU 4 TABLETTES VITRE PLEINE GRANDEUR BRÛLEUR ARRÈRE

- 3 brûleurs de qualité en acier inoxydable
- grande surface de cuisson de 580 po. car.
- grilles de porcelaine, 3 positions de cuisson
- indicateur de température
- allumeur automatique

5-3 ANNÉES DE GARANTIE
5 ans boîtier
3 ans brûleur
2 ans complet

shepherd

- Brûleur pour rôtisserie 40% plus rapide
- Élimine les marquées de flamme

L'ASPIRATEUR CENTRAL LE PLUS VENDU AU CANADA

BEAM

En plus recevez une brosse à tapis d'une valeur de **59⁹⁵**

7 JOURS SEULEMENT (jusqu'au 7 avril 90)

C'est tellement plus facile!

LAMOUREUX servicentre
(Division de Centre de service M.S. Inc.)
843, rue King ouest, Sherbrooke, 569-7406

Régions

Drummondville aura un nouveau marché public pour 700 000 \$

□ Bail de 99 ans entre la Coopérative des marchands et la Ville



Photo: La Tribune par Gérald Prince

Le marché public de Drummondville, construit en 1943, fera place d'ici un an à un nouvel édifice construit sous les soins de la Coopérative des marchands.

Gérald PRINCE Drummondville

La Ville de Drummondville et la Coopérative des marchands du marché public de Drummondville viennent de conclure une entente sur un bail emphytéotique de 99 ans pour l'exploitation du marché.

Le bail, qui s'est conclu cette semaine, a été déposé hier au bureau d'enregistrement du district de Drummond. Par ce document, la Ville privatise son marché, implanté dans le secteur du boulevard Saint-Joseph et de la rue Saint-Jean depuis près d'un demi-siècle.

« Cette entente, qui fait suite à de longues négociations, nous convient, ainsi qu'elle convient à la Ville », a déclaré laconiquement le président de la Coopérative, M. Gilles Coll.

Le bail porte sur la location de 13 parcelles de terrains, d'une superficie de 3136 mètres carrés, au coût de 1 \$ par année, soit un total de 99 \$ d'ici le 2 avril 2089.

Nouveau marché

La Coopérative s'engage à construire d'ici un an un nouveau marché de 8400 pieds carrés d'une valeur de 700 000 \$, selon les plans préliminaires du Groupe Urbi, déjà acceptés par le conseil de ville. « Il reste à faire compléter les plans et devis, affirme

M. Coll, les présenter au comité d'urbanisme et entreprendre la construction, ce que nous espérons le plus tôt possible ».

La Coopérative n'a pas à éponger le résidu de la dette de la Ville pour les rénovations antérieures du bâtiment actuel. Par contre, tout a été prévu pour que le marché ne cesse

pas ses activités pendant la construction du nouvel immeuble, au centre de l'actuel terrain de stationnement. Le vieux marché, construit en 1943, sera démolé lorsque le nouveau sera fonctionnel.

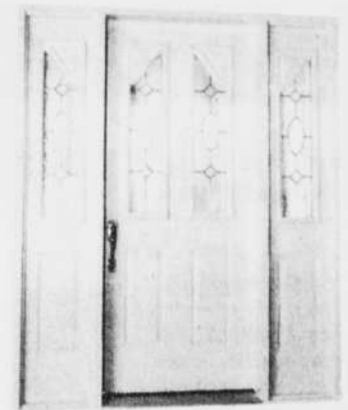
Le bail prévoit que la Coopérative doit s'assurer que le marché reste en opération, sinon le fonds de terrains

retournera à la Fabrique Saint-Joseph, comme il est mentionné dans l'acte d'achat du terrain passé en 1943 entre Ville Saint-Joseph et la Fabrique: il faut que cet emplacement continue toujours à servir de « marché public et l'utilité municipale », tel qu'il est stipulé dans le contrat d'achat.

L'INVESTISSEMENT QU'ON REMARQUE!



De bonnes fenêtres, un investissement toujours rentable!



Vaste choix de portes d'acier pour tous les goûts et tous les budgets!

- aluminium
- vinyle
- portes et fenêtres
- gouttières

- pliage tous genres
- acier commercial
- Serres et Solariums
- rampes, auvents

ALUMINIUM LUC FAUTEUX

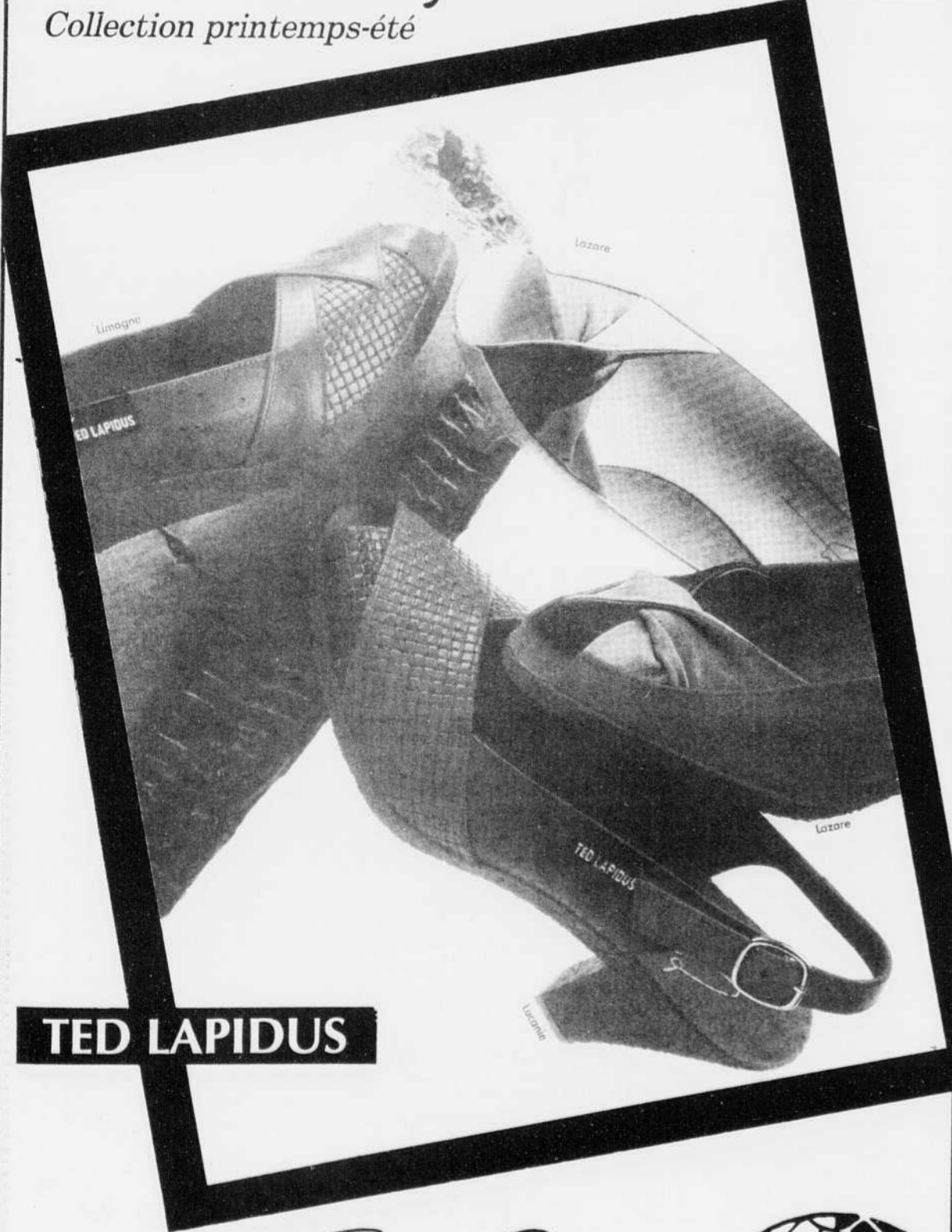
Spécialiste en revêtement
3665, rue King est, Fleurimont, QC



(819) 821-2109

Juy le Bottier
chaussures

Collection printemps-été



TED LAPIDUS

CHAUSSURES

Juy le Bottier



Les Galeries Quatre Saisons
930, 13e Avenue nord, Sherbrooke
564-4088

Place Belvédère
340, Belvédère sud, Sherbrooke
823-1562

Les Terrasses Rock Forest
4857 boul. Bourque, Rock Forest
564-6888

Galerias Orford
1700, rue Sherbrooke, Magog
843-6788

11790

TOYOTA CANADA LE DIT:

« TOYOTA EST PREMIER EN ESTRIE POUR L'INDICE DE SATISFACTION A LA CLIENTELE »

ALORS PUISQUE VOUS AVEZ LE CHOIX

Découvrez la nouvelle
TOYOTA PREVIA



TOYOTA
L'expression du mieux-faire

Elle a tout pour plaire: un design ingénieux, plein de raffinements et un luxe de bon goût.



TOYOTA MAGOG INC.
2224, Route 112, Magog (Québec), J1X 3W3 (819) 843-9883

Rte 112

TOYOTA MAGOG

CLUB AZUR

12387

Arthabaska ne prêtera plus de bacs roulants

Pierre HÉBERT Arthabaska

Après une expérimentation de quelques mois, la municipalité d'Arthabaska a décidé de mettre fin au prêt de bacs roulants sur son territoire, et ce dès le 1er mai prochain.

Cette décision s'est imposée d'elle-même, puisqu'aucune soumission n'a été déposée au terme d'un appel d'offres concernant l'achat regroupé de bacs roulants, pour les ordures ménagères et pour la récupération.

La municipalité comptait sur cette possibilité pour offrir des bacs roulants aux contribuables qui auraient manifesté le désir de s'en procurer.

Selon le maire d'Arthabaska, M. Pierre Roux, la période d'essai d'utilisation des bacs pour les vidanges et la récupération s'est avérée suffisamment longue pour juger de leur efficacité. La décision de recourir aux bacs dépend maintenant des utilisateurs. De son côté, la municipalité n'a pas lancé la serviette et recherche une solution plus équitable pour l'ensemble de sa collectivité.

Libres

Entre temps, les contribuables sont libres d'utiliser ou non les bacs roulants. Cependant, le maire Roux recommande la prudence quant aux engagements à long terme par les résidents. «Le contrat d'enlèvement d'ordures ménagères et de récupération venant à échéance le 31 décembre 1990, nous ne pouvons présumer des services que contiendra le prochain contrat».

Le premier magistrat ajoute que l'éboueur et le récupérateur sont tenus de cueillir les ordures ménagères et autres objets de récupération si ceux-ci sont disposés, selon les prescriptions du règlement sur les ordures ménagères en vigueur à la ville, et ce jusqu'au 31 décembre prochain.

Le maire Roux laisse entendre que les contribuables sont libres d'acheter ou louer des bacs. Cependant, il précise que la Ville n'a rien à voir avec les conditions qui seront faites lors de la transaction. Quoi qu'il en soit, il semble que les autorités municipales d'Arthabaska n'ont pas dit leur dernier mot dans cette histoire.

30 mois de pénitencier pour vols de chèques

Gérald PRINCE Drummondville

Un individu âgé de 29 ans, Louis Lefebvre, de Drummondville, a été condamné hier à 30 mois de pénitencier, pour vols de chèques de pensions de vieillesse et de retours d'impôt.

Si le juge Michel Babin se montre si sévère, c'est qu'il constate que Lefebvre semble avoir pris comme habitude de s'emparer de chèques, mis à la poste pour des bénéficiaires, et de tenter de les échanger dans des commerces ou des institutions financières.

Le juge a pris connaissance en ef-

fet d'une longue liste de causes semblables, augmentées de vols qualifiés, qui ont été commises par Lefebvre depuis 1982. Ce qui ajoute à la gravité des offenses de Lefebvre, c'est qu'il a volé un chèque le 28 mars, le lendemain où il avait reçu son ordre de se présenter en cour de justice pour des vols semblables commis en juin 1989. Pour le juge, c'est inconcevable de dénigrer la justice de cette façon.

Les vols des trois chèques dont Lefebvre s'est reconnu coupable s'élevaient à 79 \$, 408 \$ et 411 \$. Il était détenu depuis son arrestation à la fin de mars.

Maida évite le pénitencier mais purgera 15 mois à Waterloo

Drummondville (GP)

Même s'il réclamait le pénitencier, Giovanni Maida, âgé de 19 ans, sans adresse, a été condamné à seulement 15 mois de prison, de préférence à Waterloo.

En rendant sa décision, le juge Michel Babin de la Cour du Québec a ajouté une probation de deux ans à Maida, avec l'obligation de suivre les directives d'un agent de probation une fois par mois. Maida a réclamé en vain d'obtenir une probation de trois ans sans avoir à se présenter à un agent.

Maida s'est reconnu coupable d'a-

voir, le lundi 2 avril en pleine nuit, saccagé avec une barre à clous 7 ou 8 camions stationnés dans une cour de garage à Grantham-Ouest, causant des dommages de plus de 5 000 \$, d'en avoir volé un de 80 000 \$ et d'avoir pris la fuite en direction d'Hali-fax. La transmission a brisé à la hauteur de Laurier Station et le jeune homme aurait profité de l'arrêt pour commettre d'autres délits dans cette ville avant d'être intercepté par la police.

Le juge a recommandé que le jeune homme puisse purger sa peine à Waterloo pour apprendre un travail et ainsi mieux se réhabiliter.

...en bref

CENTRE DU QUÉBEC

Coup d'envoi

DRUMMONDVILLE - La ville de Drummondville vient d'accorder un contrat de 266 030 \$ à Sintra Centre du Québec, pour les travaux d'aqueduc et d'égout nécessaires au lancement prochain d'un important projet domiciliaire dans le quartier sud, la Collectivité du Bois Messier. Ce montant exclut les travaux d'aqueduc et de réfection de chaussée projetés sur le boulevard des Chutes, qui feront l'objet d'un autre règlement.

Nouveau lit

Un nouveau lit thérapeutique vient d'être installé aux soins palliatifs de l'hôpital Ste-Croix: il s'agit d'un lit muni de matelas en sections de ballon d'air, dont chacune est ajustable au poids du patient avec changement de position télécommandé par le malade. Ceci a pour effet de réduire les douleurs chez certains patients et leur assure confort et autonomie. Acquis au coût de 40 000 \$, ce lit a été défrayé par les dons faits aux soins palliatifs.

Retrouvailles

DRUMMONDVILLE - A l'occasion du centième anniversaire du Pensionnat de Drummondville, un avis de recherches est lancé à toutes les anciennes, beaucoup demeurant en Estrie, en vue des grandes retrouvailles qui sont annoncées pour le 23 septembre 1990. Les dames qui ont étudié au Pensionnat de Drummondville sont donc invitées à faire parvenir leurs coordonnées, les années où elles ont étudié à Drummondville, ainsi que le titre du cours qu'elles ont suivi au secrétariat du centenaire, 235 rue Moisan à Drummondville.

Un coup de «pousse»

La Fondation Rivier, un organisme religieux regroupant quelque 200 adolescents et jeunes adultes, lance une levée de fonds originale, dans le but de recueillir 35 000 \$ pour ses activités. Il s'agit de la mise en vente de jeunes plants dans le public, avec le concours du slogan non moins original de «Donnons un coup de pousse à nos jeunes».

AVIS À LA POPULATION

À L'HÔPITAL ST-LOUIS DE WINDSOR INC.

DES SERVICES OFFERTS JUSQU'À 9H TOUS LES SOIRS

Les membres du conseil d'administration de l'hôpital désirent aviser la population que les services externes sont maintenant ouverts tous les jours jusqu'à 21h ou (9h p.m.).

Le laboratoire et la radiologie, de 7h30 à 21h00 (9h p.m.).
L'urgence, de 8h30 à 21h00 (9h p.m.)

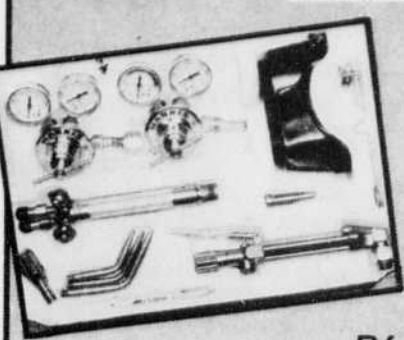
Un médecin, ainsi que du personnel professionnel, sont sur place pour vous donner un service continu et de qualité.

La direction générale
13173

NOUVEAU DEPOSITAIRE CANOX

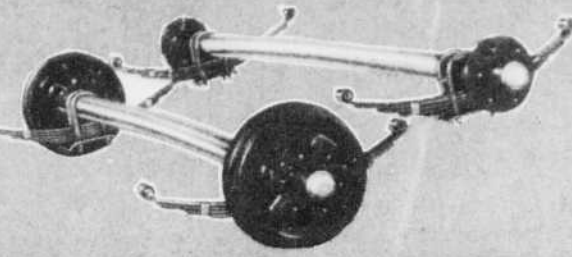
pour la région du Haut St-François (Cookshire, Sawyerville, Johnville, Martinville, Bury, St-Isidore)

PROFITEZ DE NOS SPECIAUX D'INTRODUCTION



ENSEMBLE CADRAN ET TORCHE

TIGES (Rod) A SOUDER
#6013, 7014 et 7018 (1/8")
Rég. 21.90 / 5 kg
Spéc.
13⁹⁵ / 5 kg
Jusqu'à épuisement des stocks. Limite 22 lb par client.



ENSEMBLE D'ESSIEUX de 1000 lb à 20 000 lb, en inventaire.

Rég. 399.95
SPÉC. 299⁹⁵



OUTILS ELECTRIQUES BLACK & DECKER ESSAI DE 10 JOURS, GRATUIT

FABRICATION et REPARATION:

- Boîtes de camion
- Remorques domestiques et industrielles
- Machinerie agricole
- Métaux ouvrés selon plans
- Coupage et pliage

VENTE D'EQUIPEMENTS:

- Cylindres et boyaux hydrauliques
- Outils de tous genres
- Pneus et pièces pour fabriquer votre remorque
- Acier d'armature
- Treillis métalliques
- «Tubing» carré et rectangulaire
- «Channel» de tous genres
- Poutres «H» et «I» pour la construction



Les Entreprises
OLBEC
Cookshire Ltée
ACIER • HYDRAULIQUE • REMORQUE

Roger Dolbec, Président
506 chemin Gagné, Cookshire, Qué. JOB 1M0
Tél.: 819-821-4188 - FAX: 819-875-5372

CHEZ NOUS ON PEUT LE «FER»

Heures d'ouverture:
lundi au vendr.: 7h30 à 18h
samedi: jusqu'à 12h00

12380

VENTE DE SURPLUS et de fermeture d'usine

aussi marchandise provenant de faillite

50%

de réduction sur les prix réguliers

LOT DE PORTES BATTANTES POUR «LIFT»

(plusieurs grandeurs)

LOT DE PORTES POUR CONGELATEUR

(chambre froide) équipées avec «valve» à air

- 1 «PRESS DRILL» Mitchell-Keighley (perce jusqu'à 3") (sans moteur)
- 1 «PRESS-DRILL» Sibley avec moteur
- 1 «PRESS-DRILL» Moore Beam
- 6 MEULES de différentes grosseurs
- 2 UNITES HYDRAULIQUES (220 volts et 550 volts)
- 1 PLATE-FORME HYDRAULIQUE (lève 6')
- 2 PLATES-FORMES HYDRAULIQUES (8' large, 20' long)

PLUSIEURS TABLES ET LAVABOS EN ACIER INOXYDABLE
LOT DE CONVOYEURS A ROULEAUX ET A COURROIE
QUELQUES RESERVOIRS EN ACIER INOXYDABLE
LOT DE TUYAUX EN ALUMINIUM 6" avec coudes et «Y»

NOUS ACHETONS AUSSI, pour récupération:

- ACIER
- FONTE
- ACIER INOXYDABLE
- ALUMINIUM
- CUIVRE
- BRONZE
- PLOMB
- VIEILLES CARCASSES D'AUTO
- VIEILLES BATTERIES D'AUTO
- RADIATEURS D'AUTO

- 1 RECONDITIONNEUR D'HUILE
- 1 MACHINE ELECTRONIQUE POUR SERRER LES ECROUS (5 boulons (bolt) à la fois, Cooper Industries)
- 1 MACHINE AUTOMATIQUE POUR EMBALLER (Bearing seal) (Visual Thermo Foaming)
- 1 MACHINE POUR REDRESSER LE METAL EN ROULEAU
- 1 LOT DE VENTILATEURS (toutes grandeurs)
- 1 VALVE AVEC «METER» (neuve) 10 000 c.u.f. (Inlet-Rockwell)
- PLUSIEURS «GEAR BOX» (différents ratios)
- LOT DE VALVES EN CUIVRE, ACIER, ALUMINIUM, de toutes grosseurs
- LOT DE CYLINDRES A AIR ET VALVES

1 COMPRESSEUR 25 c.v. prêt à être installé, **2500⁺**

2500⁺

2 PRESSES A «BEARING» Muller **1500⁺ ch.**

1500⁺ ch.

1 COMPRESSEUR A FREON avec moteur 50 c.v., **1250⁺**

1250⁺

ABREUVOIR (fontaine) très propre **150⁺**

150⁺

1 «LIFT» à colonne, pour garage, Hoffman (4400 lb, 220 ou 500 volts) **2000⁺**

2000⁺

3 «LIFTS» à l'air pour garage. **1300⁺**

1300⁺



1 BALANCIER ELECTRONIQUE A ROUE, POUR GARAGE, (Hoffman 77 Quick adapter) **2500⁺**

2500⁺

PNEUS NEUFS GRANDEURS 13" et 14" (conventionnels) **30\$ et plus**

30\$ et plus

LOT DE CHARIOTS INDUSTRIELS, **150⁺ ch.**

150⁺ ch.

11 BRAS TELESCOPIQUES POUR SOUDEUSES (Miller et Bernard) **650⁺**

650⁺

LOT DE POMPES A EAU INDUSTRIELLES (moteurs et pompes différentes grosseurs) **1250⁺**

1250⁺

1 ECHELLE TELESCOPIQUE POUR INDUSTRIE OU ELECTRICIEN (hauteur 20') **1250⁺**

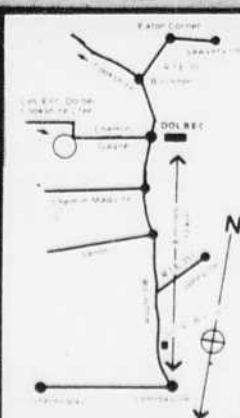
1250⁺

PONTS ROULANTS de 1 1/2 tonne à 10 tonnes

FOURNITURES ELECTRIQUES

- DEMARREURS (Starter) A MOTEURS, toutes grosseurs
- 400 PIEDS «BUS-BAR» WESTINGHOUSE 40 amp. à 400 amp. **200⁺** pour 10 pieds
- 100 BOITE A «BUS-DUCK» 15 amp. à 225 amp.
- PLUSIEURS BOITES «ON-OFF» Square D
- LOT DE TRANSFORMATEURS 3 KVA à 75 KVA **5⁺ à 10⁺ /KVA**

- PLUSIEURS MOTEURS ELECTRIQUES 550 volts. Aussi quelques-uns de 220 volts 1/2 à 50 c.v. De **30⁺ à 500⁺ ch.**
- LOT DE BOITES «EXPLOSION-PROOF»
- PLUSIEURS «BREAKER» de rechange pour
- PETITS PANNEAUX DE DISTRIBUTION



Fax: (819) 875-5372 Rés.: (819) 875-5132

FER ET METAUX DE L'ESTRIE INC.

Jean-Guy Marquis et Roger Dolbec

Récupération de fer et métaux et de machinerie usagée

Tél.: (819) 821-4188

506, Chemin Gagné, Cookshire, Qc. JOB 1M0

Nos prix sont négociables pour acheteurs sérieux

12379

Ottawa versera 800 000 \$ au campus de développement industriel

Pierre SEVIGNY Thetford Mines

Par le biais du fonds pour les initiatives communautaires du programme de développement des collectivités, le gouvernement fédéral vient d'annoncer une contribution de 800 000 \$, devant servir à la concrétisation du projet d'aménagement d'un campus de développement industriel régional, dans la région de l'Amiante.

C'est le député de Frontenac à la Chambre des communes et ministre canadien des Communications, Marcel Masse, qui a fait l'annonce de cette importante aide financière, hier soir, au Cégep de Thetford Mines.

M. Masse a justifié l'implication de son gouvernement par le fait que ce centre d'excellence deviendra un instrument clé, un levier important pour favoriser la poursuite de la relance économique du milieu. Surtout que ce campus sera appelé à fournir des services d'aide technique, de recherche, de gestion, de financement et de formation auprès des entrepreneurs et industriels.

Bâtiment

Le projet consiste en la construction d'un nouveau bâtiment de 20 000 pieds carrés, dans le secteur du Collège de la région de l'Amiante, pour loger les organismes voués au développement économique, de même que pour mettre en place les installations qui permettront la réalisation de travaux relatifs au pré-pilotage et pilotage industriel, évaluation de procédés de fabrication, contrôle de la qualité. Il nécessitera aussi l'acquisition d'équipements requis pour ces opérations.

Pas encore concrétisé

Malgré l'importante subvention annoncée par le fédéral, les promoteurs du dossier devront encore rencontrer plusieurs conditions avant de le réaliser, notamment au niveau du financement du projet qui com-



Marcel Masse

dera des investissements de l'ordre de 1,6 million \$.

Jusqu'à présent, le gouvernement provincial n'a accepté de souscrire que 175 000 \$ pour l'achat d'équipements dans le secteur des minéraux industriels et ce, lors du sommet de la Conférence socio-économique Chaudière-Appalaches. Cette aide est toutefois conditionnelle à un engagement financier de 91 000 \$, de la part du Cégep de Thetford Mines. Il manque donc un peu plus de 500 000 \$.

De nouvelles approches auprès des instances provinciales seront entreprises au cours des prochaines semaines, afin de les convaincre de la nécessité de faire un autre bout de chemin en vue de la concrétisation du projet. Les promoteurs régionaux espèrent que l'annonce de la subvention fédérale donnera le coup de pouce nécessaire pour favoriser la réalisation de ce projet, qui avait été reconnu comme prioritaire par les représentants régionaux de tous les secteurs d'activités, lors du colloque de la zone Amiante.

Aide juridique: les 72 avocats du Barreau d'Arthabaska se désengagent

Pierre SEVIGNY Thetford Mines

Les 72 avocats de pratique privée du Barreau d'Arthabaska, regroupant les régions de l'Amiante, des Bois-Francs et de Drummondville, ont unanimement résolu, cette semaine, de se désengager du système d'aide juridique, afin de protester contre l'intransigence du gouvernement du Québec à ajuster leurs tarifs concernant l'exécution de mandats sous l'aide juridique.

Cette décision unanime n'est pas surprenante, compte tenu du fait que ces avocats avaient déjà tout signé des formules de désengagement au cours des derniers mois. Ainsi, depuis hier, ces 72 avocats refusent d'ouvrir tout nouveau dossier pour un client éligible à l'aide juridique. Ils ne feront que poursuivre les causes déjà engagées.

Les avocats de pratique privée comprennent mal l'attitude du gouvernement qui refuse de réviser les tarifs d'aide juridique, non indexés ni majorés depuis 1981 en matière criminelle et 1984 dans les autres domaines du droit. Ils soutiennent que le

gouvernement vise de façon évidente à les désintéresser du système d'aide juridique, sans avoir à en supporter l'odieux devant les justiciables les plus démunis.

Conséquences

Ils déplorent les conséquences de cette intransigence gouvernementale, soit de retirer aux moins fortunés le libre choix de leur avocat. Ils se disent également conscients que leur décision aura pour effet d'entraîner un engorgement dans les bureaux d'aide juridique. Mais, en contrepartie, ils refusent de continuer plus longtemps à se faire exploiter par le système d'aide juridique.

Au 1er mars dernier, les avocats de pratique privée de 13 des 14 sections du Barreau du Québec avaient majoritairement signé des formules de désengagement. Seulement 16,5 pour cent des avocats du Barreau de Saint-François avaient appuyé la recommandation du comité des avocats de pratique privée. Ils seront appelés à se prononcer à nouveau au cours des prochains jours, au regard des derniers développements relatifs à la négociation des tarifs d'aide juridique.



CARACTÉRISTIQUES DE LA MAISON «LA RIVIERA»

«La Riviera» de la Californie à La Rive Droite Vivre à l'heure de la Californie dans une maison située aux limites de Sherbrooke, quel rêve!

Et si ce rêve devenait réalité au lendemain du salon Expo Habitat?

La firme Les Constructions Roger Leclerc inc. a opté pour une maison de style «South Californian» dont le plan a été conçu par Les Dessins Drummond. Autant l'aménagement intérieur que le fini extérieur ont été pensés en fonction de ce style.

La Riviera sera aménagée sur un terrain de 7,100 pieds carrés du développement La Rive Droite dans la municipalité d'Ascot. Les dimensions de la maison sont de 32' x 50'.

Construite sur deux étages, cette maison de dix pièces comporte trois chambres à coucher, cuisine, cuisinette, salle à manger, salon, 2 foyers et trois salles de bain.

Le revêtement extérieur se distingue par ses couleurs sable et blanc. Les quatre facettes sont briquetées à la hauteur du premier étage tandis que le 2e étage est fini en stucco.

Voici quelques-unes des principales caractéristiques de «La Riviera»:

- Chauffage par rayonnement THERMARAY
- Aspirateur central DRAIN VAC 2002 (centre d'Aspirateur M.C.)
- Bain tourbillon (Salles de Bains F. Falro)
- Accessoires sanitaires SELLES
- Échangeur de chaleur VENMAR
- Robinetterie CHAVONNET ET MUSSBAUM

EXPO HABITAT DE L'ESTRIE

DU 19 AU 22 AVRIL

FAITES UNE OFFRE SUR «LA RIVIERA» EN MONTRE SUR LE SITE DE L'EXPO HABITAT DE L'ESTRIE



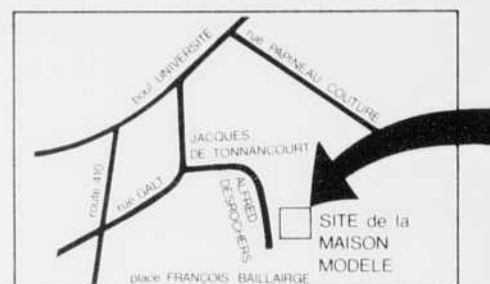
A VENDRE

AU PLUS OFFRANT D'UNE VALEUR AU COÛT MINIMUM DE 240,000 \$ MISE À PRIX 164,000 \$ TERRAIN INCLUS

- Planchers de bois franc en cerisier 5-1/4" et 4-1/4" pré-vernissés
- Plancher du hall d'entrée avec céramique
- Plancher de cuisine en céramique
- Système de sécurité «ALARME MICRO-COM»
- Escalier en cerisier
- Rangement MAJINART
- Four encastré et plaque de cuisson (Meubles Chez Pierre)
- Armoires stratifiées (Cuisine Idéale)
- Deux foyers DECOR VARIE (Les Forges Marin)
- Panneau mural colonial (Les Forges Marin)
- Isolation supérieure à la moyenne
- Revêtement du 1er étage en brique et revêtement du 2e étage en stucco ISPRO, couleur sable.

- Galeries recouvertes en fibre de verre
Puisque ce bâtiment a dû être installé sur les terrains de l'Université de Sherbrooke et qu'il est appelé à être déménagé sur son site permanent, il a été doté d'une structure renforcée.

Mentionnons enfin que «La Riviera» est inscrite au programme de «Garantie des Maisons Neuves» de l'APCHQ.



RÈGLEMENTS D'ADMISSION

À LA VENTE DE LA MAISON MODÈLE «LA RIVIERA»

1. L'APCHQ offre à vendre, par le biais d'offres d'achat privées, l'immeuble suivant:
 - a) La maison modèle construite par Les Constructions Roger Leclerc inc. et actuellement érigée sur le site de l'Université de Sherbrooke
 - b) Un terrain d'une superficie de 7100 p² situé place François Baillarge au domaine de la Rive Droite. L'emplacement du terrain est indiqué sur le plan inclus sur ce dépliant.
 - c) **Sont inclus:** dans la présente offre de vente le terrain, la maison modèle dans le même état que celui dans lequel elle se trouve présentement et en conformité avec les plans et devis, la livraison et l'installation de ladite maison sur ce terrain, les raccords de plomberie et d'électricité, les frais notariaux, une somme de 2000\$ applicable au paiement. La maison est admissible au programme de subvention de 2000\$ de la Ville d'Ascot.
Sont exclus: tous les meubles, meubles meublant et objets mobiliers garnissant présentement la maison, lesquels seront à la charge exclusive de l'acheteur.
2. L'offre de vente est ouverte à toute personne physique sérieuse et solvable, et dont le crédit d'emprunt sera accepté de façon finale conformément aux termes de l'offre d'achat présentée par l'acheteur.
3. Toute offre d'achat est expressément interdite à tout membre du Conseil d'administration de l'APCHQ - région de l'Estrie inc., de même qu'à tout employé ou représentant de cet organisme et de l'entreprise «Les Constructions Roger Leclerc inc.» ainsi qu'à tout conjoint des dites personnes.
4. Aucune offre d'achat ne sera considérée à moins que le montant ne soit d'une tranche de 500\$ plus élevée que la dernière offre d'achat affichée.
5. La prise de possession de l'immeuble se fera le ou vers le 3 juillet 1990 conformément aux termes de l'offre d'achat.
6. L'offre d'achat devra être présentée sur les formules d'offre d'achat disponibles au stand réservé à cet effet à l'entrée de la première salle de l'Expo Habitat et devra être entièrement complétée et signée, sans condition ni modification, et avoir été remise directement à ce stand au plus tard le 22 avril 1990 à 18 heures.
7. La signature de l'offre d'achat indique la compréhension et l'acceptation par l'acheteur de tous les termes et conditions décrits à l'offre d'achat et aux présents règlements.
8. Le prix de base minimum de la première offre d'achat à être reçue ne devra pas être inférieur à 164 000\$.
9. Toute offre d'achat demeurera confidentielle, et le nom de tout offrant ne sera pas dévoilé tant qu'une acceptation finale et qu'une vérification finale du crédit n'auront pas été faites par l'APCHQ.
10. L'APCHQ ou toute personne désignée par elle, est autorisée à dévoiler en tout temps pendant la durée du salon jusqu'à 16 heures 30 le 22 avril 1990, le montant du meilleur prix offert, de même que le nombre de soumissions reçues et acceptables.
11. L'acheteur qui présente une offre d'achat autorise tacitement l'APCHQ à vendre son crédit d'emprunt.
12. Toute personne aura la possibilité de se procurer une offre d'achat jusqu'à 17h45 le 22 avril 1990. Les offres d'achat reçues dimanche le 22 avril 1990 entre 16h30 et 18h seront gardées confidentielles. Toutes les offres en circulation devront être déposées au plus tard à 18 heures, heures d'ouverture de l'ensemble des soumissions.
13. Toute offre non acceptée sera réputée nulle et considérée comme si elle n'avait jamais existé.
14. L'APCHQ acceptera l'offre d'achat par laquelle le meilleur prix aura été offert, après approbation finale du crédit de l'acheteur, s'il y a lieu, et pour autant que l'offrant acheteur ait respecté tous les termes et conditions des présents règlements et de l'offre d'achat.
15. Tout offrant acheteur pourra en tout temps avant 18 heures le 22 avril 1990 déposer une nouvelle offre ou autant de nouvelles offres qu'il le voudra, pour autant que cette ou ces nouvelles offres soient toujours conformes, auquel cas la dernière offre sera la seule considérée.
16. Dans le cas où deux ou plusieurs offres conformes seraient à des prix égaux, celle qui sera acceptée sera celle qui aura été chronologiquement déposée la première.
17. L'acquéreur accepte que son nom soit divulgué et que sa photo soit publiée dans les médias.

POUR INFORMATION:
(819) 563-9643



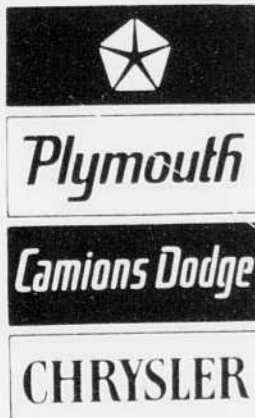
NOUS COLLABORATEURS PARÉ, TANGUAY, NOTAIRES GRAVEL, SAVARY, PAUL & ASS ÉVALUATEURS AGRÉÉS



Il fait bon y vivre...



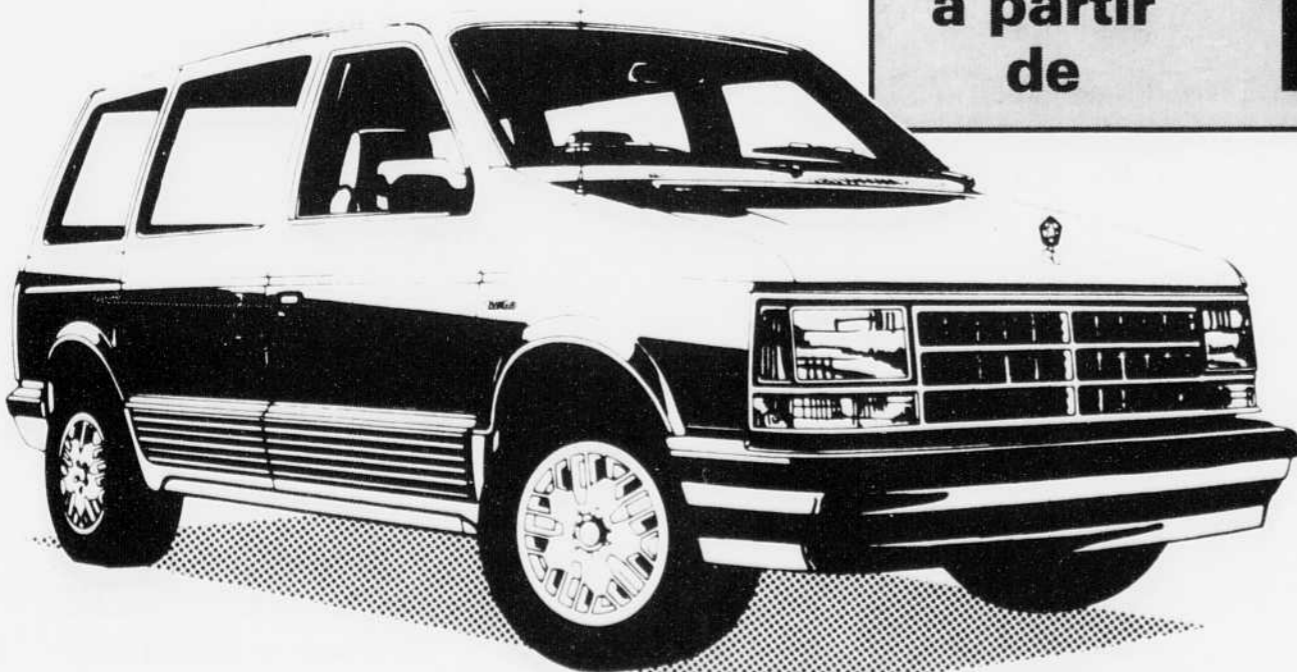
11986



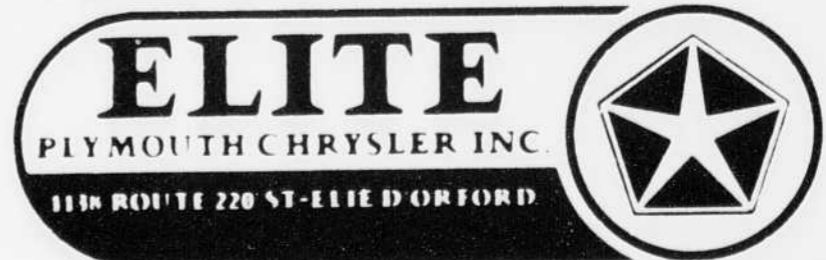
PLUS DE 50 VOYAGER EN INVENTAIRE!



Prix à partir de **17 235\$ ***



* Transport et préparation inclus.
PERSONNE NE BAT



... PERSONNE!

VENEZ NOUS VISITER, NOUS SOMMES OUVERT AUJOURD'HUI ET DEMAIN DE 10h00 à 16h00

1138, Route 220, St-Elie d'Orford, 564-1122

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

N.B. Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

RESSOURCES HUMAINES

- Placement de personnel
- Orientation de carrière
- Curriculum Vitae (redaction et design)

Jeannine Thibault, Bacc. Ed.A.
Conseillère en ressources humaines

Services Professionnels Enr.
565-0735

CURRICULUM VITAE

- Gagnant
- Professionnel
- Étude de besoins
- Connaissance de soi
- Préparation à l'entrevue
- Finition «laser», mise à jour

Un c.v. remarqué des employeurs

Passeport Carrière enr.
Paule Pagé, Bacc. Inf. et Orientation prof.
563-1843

Croteau, Rochefort & Associés Ltée.

courtiers d'assurance

homme ou femme

VENDEUR INTERNE

ASS. AUTOMOBILE ET RESIDENTIELLE

Le candidat
Possédant un diplôme d'études secondaires, le candidat est ambitieux, dynamique, apte à travailler au sein d'une équipe et à partager son leadership. Un diplôme post-secondaire serait un atout.

Le défi
• assurer le meilleur produit aux clients référés à notre bureau
• participer à la mise sur pied d'un nouveau système de développement de la clientèle complètement informatisé, destiné à développer des créneaux spécifiques.
• possibilité de carrière comme courtier

La rémunération
• \$20 000 et plus
Faire parvenir votre curriculum vitae ou communiquer avec:

M. Jean F. Rochefort
950, rue Haut-Bois,
Rock-Forest, P.Q. J1N 2C8
Tél. (819) 564-2111

OFFRE D'EMPLOI

Ébénisterie Paul Lessard

Une entreprise dynamique dans l'aménagement commercial et résidentiel sur mesure, de qualité supérieure, recherche des

CANDIDATS SÉRIEUX

Exigences:
• ébéniste avec 3 à 5 ans d'expérience minimum dans les meubles en bois solide, stratifié, laqué, etc.
• devra être capable de lire les plans, faire des listes de débit et de mener à terme un projet au complet.
• références exigées.

Aide-ébéniste ou menuisier ou candidat avec peu d'expérience, s'abstenir.

Lieu de travail: atelier ou chantier.

Horaires: apte à travailler sur quarts de soirée et/ou de jour selon le travail des équipes.

Conditions et salaires: selon décret du bois ouvré et plus selon compétence.

Pour rendez-vous:
569-1714

ÉLECTRICIEN/ÉLECTRONICIEN

Exigences:
expérience dans le domaine industriel;
posséder licence «C» ou équivalent;
connaissances pratiques dans le domaine électronique.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

COOKSHIRE INC.
Directeur du personnel
390 Principale est
C.P. 70, Cookshire, Qué., JOB 1M8
(819) 875-3338

SODISCO

La compagnie Sodisco Inc. est un chef de file dans le domaine de la distribution de produits de quincaillerie au Canada. Son siège social se trouve à Victoriaville (Québec) où elle exploite un important centre de distribution. Aussi, afin de répondre à ses besoins sans cesse grandissants, Sodisco inc. recherche des:

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS-ANALYSTES

qui désirent se joindre à une équipe dynamique et oeuvrer dans un environnement de quatrième génération à la fine pointe de la technologie informatique.

Les personnes idéales devront être titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire en informatique et posséder un minimum de deux années d'expérience dans un environnement IBM S/38 ou AS/400. Le bilinguisme est aussi un atout.

Si vous répondez à ces critères, faites parvenir votre curriculum vitae accompagné d'un relevé scolaire avant le 22 avril 1990 à:

M. Jean-Luc Bellemare
Directeur, Systèmes et Méthodes
SODISCO INC.
303, boul. Industriel Est
Victoriaville (Québec)
G6P 6S6

SECRÉTAIRE JURIDIQUE

Une étude d'avocats bien établie à Sherbrooke recherche une secrétaire juridique d'expérience dans le domaine du droit corporatif et commercial.

Description des tâches
- dactylographie de textes et contrats commerciaux;
- organisation de compagnies et tenue de registres;
- rédaction de procédures diverses;
- préparation et assistance lors de transactions commerciales.

Qualités requises
- une expérience d'au moins trois (3) ans en droit corporatif et commercial;
- une excellente connaissance du français écrit et parlé;
- une bonne connaissance de la langue anglaise écrite et parlée serait un atout;
- traitement de texte (IBM clé et/ou Wordperfect)
- entretient capacité de traiter avec les clients et de travailler en équipe.

Salaires
- de bonnes conditions de travail sont offertes;
- salaire selon expérience.

FAIRE PARVENIR VOTRE CURRICULUM VITAE À:

Daigle Delorme Le Bel Bureau
225 King Ouest, bur. 201
SHERBROOKE (Québec)
J1H 1P8
À l'attention du directeur du personnel 13187

CONCEPTROL

COMPAGNIE EN PLEINE EXPANSION, SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'AUTOMATISATION ET DE LA ROBOTISATION.

MONTEUR DE TABLEAUX DE CONTRÔLE

Sous l'autorité du contremaître de l'atelier, le monteur fabrique des tableaux de contrôle selon les plans fournis par le bureau technique, participe aux essais et au contrôle de la qualité.

EXIGENCES:
- cours en électrotechnique ou équivalent
- expérience requise
- connaissance de la lecture de plans
- connaissance des automates programmables
- expérience pour l'installation
- un minimum d'une (1) année dans un milieu industriel
- le bilinguisme serait un atout.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

CASIER 87
La Tribune
1950, rue Roy,
Sherbrooke, Qc
J1K 2X8

CONCOURS 90-07

APPRENTI CARROSSIER

(poste à temps complet permanent)

La Corporation Métropolitaine de transport de Sherbrooke (CMTS) est à la recherche d'un candidat pour cumuler la fonction suivante.

POSTE:
Sous l'autorité des contremaîtres effectue tous les travaux nécessaires pour la remise à neuf de la structure, de la carrosserie en utilisant différentes techniques de débosselage, de reprofilage, de préparation à la peinture et de peinture.

Il aura également à fabriquer, remodeler certaines pièces pour l'adaptation et/ou pour le remplacement de celles-ci.

QUALIFICATIONS:
- possède un certificat de formation en CARROSSERIE et SOUDURE, ou PEINTURE et SOUDURE émis par le Ministère de l'éducation;
- possède de l'expérience pertinente dans la carrosserie;
- détient un permis de conduire minimum classe 5.

SALAIRE:
Selon la politique salariale de la Corporation.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae avant 11h00 le 20 avril 1990 à: L'agente en dotation et avantages sociaux, 895, rue Cabana, Sherbrooke, Québec, J1K 2M3.

Appel de candidatures

Gouvernement du Québec pour l'équité en emploi

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE PISCICULTRICE DU PISCICULTEUR

13,87\$/heure

CONCOURS NUMÉRO 445G-125004: A Baldwin
Ce concours permettra pendant au moins une année de combler des emplois semblables à la région administrative de l'Estrie du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

ATTRIBUTIONS: Sous l'autorité du responsable des opérations de la Station piscicole, le pisciculteur fait l'élevage du Saumon de l'Atlantique et de l'Omble de fontaine en vue du repeuplement des lacs et rivières. À ce titre, il procède à la capture de géniteurs, à la fécondation des oeufs et voit aux traitements préventifs nécessaires; il assure le maintien de conditions propices lors de l'incubation, il assure les opérations requises pour l'élevage des alevins et des frelins; enfin, il procède à l'ensemencement des poissons, au contrôle sanitaire des équipements et produits utilisés.

CONDITIONS D'ADMISSION: Diplôme d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à une 5e année du Secondaire, de préférence avec matières dominantes en sciences biologiques, en sciences physiques ou en chimie ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ou appartenir à une classe d'emploi de la fonction publique dont les conditions d'admission sont comparables; est également admis le candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au présent avertissement à la condition qu'il compense chaque année de scolarité manquante par 2 années d'expérience pertinente OU avoir 4 années d'expérience pertinente aux attributions du pisciculteur ayant permis au candidat d'acquérir des connaissances pratiques des différentes méthodes d'élevage de poissons, des divers types de nourriture et des soins à donner aux poissons.

Résidence principale dans la région administrative de l'Estrie.

PÉRIODE D'INSCRIPTION: 7 avril au 24 avril 1990.

INSCRIPTION: Office des ressources humaines, 1039, De La Chevrotière, Édifice Marie-Guyart, 27e étage, Québec, Québec, G1R 5E9.

INFORMATION: M. Benoit Roussin, (819) 821-2020.

Renseignements importants
L'admission aux concours permet de bénéficier de la protection de la Loi sur l'accès à l'information. Les personnes ayant le statut de résident permanent sont admissibles, tout comme les personnes étrangères à condition qu'elles aient obtenu le statut de résident permanent. Les renseignements supplémentaires sont disponibles auprès des personnes désignées sous le numéro d'information en dans les bureaux régionaux de l'Office des ressources humaines.

L'admission se fait à l'aide du formulaire «Offre de services disponibles», dans les bureaux régionaux de l'Office et dans les bureaux de contact des ministères et organismes gouvernementaux. L'Office de services aux personnes handicapées (une personne handicapée ou une personne âgée de 65 ans ou plus) peut également fournir des renseignements supplémentaires. Les personnes handicapées ou âgées de 65 ans ou plus qui ont des difficultés à remplir le formulaire d'admission sont invitées à se faire accompagner. Pour être acceptées, les candidatures doivent être reçues à l'adresse indiquée avant le délai d'inscription.

N-62497-7 avril.

IRVING

LES PÉTROLES IRVING INC.

Les Pétroles Irving Inc. est une entreprise établie au Québec depuis près de 40 ans. Possédant un réseau de plus de 400 points de vente au détail, incluant un réseau de dépanneurs en pleine croissance, elle est à la recherche d'un(e):

Représentant(es) de crédit

Vous serez le/la responsable de l'opération du crédit dans votre région.

Description: Vous recevrez et analyserez les demandes de crédit domestiques et commerciales. Vous aurez à gérer les comptes et l'opération de crédit de nos points de vente. Vous effectuerez la vérification et le recouvrement des comptes divers, aurez l'occasion de vous déplacer et de travailler étroitement avec nos intervenants.

Exigences: Vous êtes dynamique, responsable, aimez les défis et le travail d'équipe. Vous devez détenir un D.E.C. en administration ainsi que deux années d'expérience dans le crédit. Le bilinguisme serait un atout. Toute équivalence sera considérée.

Lieu de travail: Sherbrooke

Salaires: Selon formation et expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 18 avril 1990 à:

LES PÉTROLES IRVING INC.
a/s Service du Personnel
Concours: 04-1/090
Case postale 4500
Québec (Québec)
G1K 7S5

PERRETTE GÉRANCE DE MAGASIN

Vous avez déjà pensé à la perspective d'être votre propre patron? Si tel est le cas, voici une occasion que vous devriez saisir. Si vous faites preuve de fiabilité, avez le sens des responsabilités et pouvez innover, vous êtes alors le candidat idéal. Le reste est sans doute à l'avenant, vous êtes en mesure de gérer du personnel et de prendre des décisions.

Si vous détenez un certificat de fin d'études secondaires assorti de quelques années d'expérience sur le marché du travail, n'hésitez pas à poser votre candidature. Perrette vous appuiera en vous fournissant un entraînement spécialisé en comptabilité et en administration commerciale.

Appelez-nous au 667-1830 ou 1-800-361-7610 pour assister à une session d'information.

QuéNord Inc.

UNE SOCIÉTÉ DES INDUSTRIES NOBEL

L'un des plus importants producteurs de chlorate de sodium au Canada, fournisseur à l'industrie des pâtes et papiers, recherche une personne expérimentée pour remplir le poste de:

TECHNICIEN ENTRETIEN MÉCANIQUE

Le poste saura satisfaire celui/celle qui est diplômé(e) du CEGEP, ou l'équivalent, et qui a de la compétence/connaissance en mécanique d'entretien de machines industrielles et de tuyauterie, etc. Habile en communication et en relations interpersonnelles, vous avez le sens des responsabilités et capable de travailler en équipe.

Si vous croyez à de hauts standards dans la prévention des accidents, la qualité de nos produits et la productivité, et vous rencontrez nos normes, alors s.v.p. nous faire parvenir votre c.v. avant le 16 avril 1990 à l'adresse ci-dessous. Le salaire et les avantages sociaux sont excellents. Endroit: Magog, QC.

DOSSIER Q-90-1
DIRECTION RESSOURCES HUMAINES
QUENORD INC.
1900, rue St-patrice est
C.P. 2000
Magog, QC, J1X 4X6

LE CLSC DU VAL SAINT-FRANÇOIS EST À LA RECHERCHE D'UN-E TECHNICIEN-NE EN ADMINISTRATION temps plein régulier (35 h)

TACHES:
- effectuer les diverses opérations comptables reliées au grand livre, comptes à payer, comptes à recevoir et la paie;
- participation à la préparation des divers rapports financiers;
- participation à la préparation des prévisions budgétaires.

EXIGENCES:
- détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en finances;
- expérience avec la paie et la comptabilité informatisées; (la connaissance du système comptable de Logibec et du système de paie de l'hôpital Notre-Dame sera considérée comme un atout).

SALAIRE:
- selon la convention collective en vigueur dans le réseau de la santé et des services sociaux;
- le salaire peut varier entre 432,95 \$ et 649,95 \$ hebdomadaire.

Lieu de travail: siège social à Richmond.
Veuillez envoyer votre curriculum vitae pour le 16 avril 1990 à:

Monsieur Claude Cloutier
Adjoint administratif
CLSC du Val Saint-François
110, rue Barlow, C.P. 890
RICHMOND (Québec)
JOB 2HO

Conseillers pour les petites entreprises, ça vous intéresse?

La Banque fédérale de développement compte au Canada plus de 1100 conseillers actifs oeuvrant au sein du programme CASE (Consultation au service des entreprises). Ce service profite aux gens qui se lancent en affaires, aux entreprises en expansion et aux petites et moyennes entreprises déjà établies. Les services de consultation ont trait à toutes les sphères d'activités propres aux affaires, qu'il s'agisse de finance, de marketing, d'exploitation ou de gestion du personnel.

Notre succursale de Sherbrooke est actuellement à la recherche de conseillers intéressés à travailler à la pige dans les domaines suivants:

- ETUDE DE MARCHÉ
- STRATÉGIE DE MISE EN MARCHÉ
- PUBLICITÉ ET PROMOTION
- FINANCE-COMPTABILITÉ
- DIAGNOSTIC GENERAL

CONDITIONS À REMPLIR
Les candidats au poste de conseillers doivent être des gens d'affaires avisés et posséder une formation et/ou une expérience solide.

Ils doivent être disponibles pour consultation et prêts à faire profiter les petites et moyennes entreprises de leur expérience.

Occasion toute indiquée pour propriétaires et gestionnaires à la retraite ou en semi-retraite.

Pour plus de renseignements, communiquez avec:

M. Denis B. Cloutier,
Directeur, Service de Gestion-Conseil
Succursale de Sherbrooke
(819) 564-5700

La BFD appuie activement l'équité en matière d'emploi.

Banque fédérale de développement / Federal Business Development Bank

Construction: vote de grève en Estrie

Sherbrooke

C'est dans une proportion de 88 pour cent que les charpentiers-menuisiers, membres du local 9 de la FTQ-Construction de la région de l'Estrie,

ont voté en faveur de la grève générale afin de faire débloquer les négociations dans l'industrie de la construction.

Comme l'indique le représentant syndical, M. Gilles Vaillancourt, les menuisiers sont prêts à passer à l'ac-

tion et aller jusqu'à la grève générale illimitée afin d'obtenir «un véritable régime de sécurité du revenu et d'emploi et afin de forcer une vraie négociation sur leurs autres priorités telles que la retraite à 55 ans et la parité de salaires avec les métiers mécaniques,

ce qui représente un rattrapage de 0,97 \$ de l'heure».

«Nous disons à l'Association des entrepreneurs (AECQ) de négocier sérieusement et nous avertissons le gouvernement de ne pas se mêler de nos affaires et de nous laisser négocier librement.»

Le local 9 de la FTQ-Construction tient une trentaine d'assemblées à travers le Québec. Les dernières auront lieu le 24 avril. Le mandat qui ressortira ne pourra être exercé qu'après le 30 avril, date d'échéance du décret de la construction.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

N.B. Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.



DEPARTEMENT: PRESSES

Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes.

TÂCHES:

Impression de travaux commerciaux et d'édition, (monochromes, polychromes ou en quadrichromie).

EXIGENCES:

- De 3 à 5 ans d'expérience, de préférence sur HEIDELBERG (KORD - G.T.O.) - MIEHLE ou presses comparables.
- Disponible pour temps supplémentaires à l'occasion.
- Personne soucieuse du travail bien fait et propre.
- Etre capable d'être polyvalent.

Le tout dans le cadre d'une orientation vers la Gestion intégrale de la Qualité (GIQ). Poste permanent de soir/jour ou temps partiel.

Salaires à discuter.

Adresser votre curriculum vitae à:

Chantal Roberge
Département du personnel
FAUCHER INC.
Imprimeur Conseil
36, rue Laurier
Magog, Québec
J1X 2K3
(819) 843-5991

12367

PHARMACIENS - PHARMACIENNES

- postes à temps complet
- avantages sociaux très intéressants
- salaire supérieur à la moyenne (50,000\$ et plus par année, selon expérience)

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

C.P. 223
50, Place de la Cité
Sherbrooke
J1H 5H8

11934

CONSEILLER EN AMENAGEMENT

Nous sommes présentement à la recherche d'un (e) conseiller en aménagement à temps plein.

Exigences:

- belle personnalité
- sens des responsabilités
- expérience de 2 ans dans la vente
- formation en aménagement ou toute expérience jugée pertinente à l'emploi.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

AMBIANCE ALPHA
3025, rue King ouest
Sherbrooke
J1L 1C7

13401



Gestionnaires-conseil
Ressources humaines
Relations de travail

Une entreprise de restauration à grand volume établie à Granby requiert les services de personnel aux postes suivants:

ASSISTANTS-GÉRANTS

Affectés au service à la clientèle sur un quart de travail, les titulaires de ce poste organiseront les horaires des employés syndiqués, assumeront la gestion des inventaires et la supervision du personnel de plancher de la salle à manger. Ils favoriseront de plus l'entraînement des employés et feront la prévention de l'équipement.

- Exigences:
- Expérience pertinente en gestion des opérations dans une chaîne de restaurants (2-5 ans)
 - Formatin de l'I.T.H.Q., un atout
 - Organisé, autonome

Notre cliente pratique l'équité en matière d'emploi et offre un salaire selon votre expérience et vos qualifications.

Veuillez faire parvenir votre offre de service avant le 14 avril 90 à:

INTERIM Plus Inc.
85 Ottawa,
Granby, Qc
J2G 2R9

N 62508

DIRECTEUR (TRICE) DE CENTRE DE JARDIN

Aptitudes requises:

- bonne connaissance de l'horticulture
- dynamisme
- entregent
- esprit d'équipe
- chef de file

Salaires selon la formation et l'expérience.

(819) 822-1151

314, rue Queen, Lennoxville, J1M 1K9

12373

La Tribune groupe sous cette rubrique les offres et les demandes d'emplois contenant les professionnels, les gens de carrière ou de métier. Ne manquez pas de la consulter régulièrement et d'y faire publier votre propre offre ou demande au besoin. Demandez le service des annonces commerciales en signalant simplement.

564-5450

Contrôleur d'usine

Notre entreprise, oeuvrant dans la production d'outils coupants en Amérique du Nord et en Europe, désire s'adjoindre les services d'un(e) contrôleur(euse) pour son usine de Beebe.

Principales fonctions:

- implantation d'un système de contrôle interne
- implantation d'un système de prix de revient
- suivi budgétaire et contrôle des coûts
- participation à la préparation des budgets.

Profil de la personne recherchée:

- expérience de quelques années en vérification
- expérience d'une année ou deux en milieu manufacturier
- expérience en milieu informatisé et connaissance du Lotus et D Base III
- dynamique, innovatrice, communiquant bien à l'écrit comme à l'oral
- ambitieuse et démontrant un bon potentiel d'évolution.

De plus, le fait d'être bilingue sera considéré comme un atout important.

La personne choisie bénéficiera d'un salaire basé sur ses compétences et qualifications ainsi que d'un programme complet d'avantages sociaux.

Si cet emploi vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, au plus tard le 13 avril 1990, à:



Outils Coupants Tivoly Inc.
a/s M. Yves Massariol, c.a.
Vice-Président et Contrôleur
175, rue Peladeau, Magog, Québec
J1X 5G9

13178

SOUDURE ANDRE PICARD INC.

Fabricant de produits de levage hydrauliques (plates-formes élévatrices et tables élévatrices à ciseaux), est à la recherche d'un:

INGÉNIEUR MÉCANIQUE

Le candidat idéal, diplômé universitaire, bilingue, possède 1 ou 2 ans d'expérience connexe, préférentiellement dans le domaine manufacturier. Il devra démontrer un bon esprit d'analyse, un sens de l'organisation accru et d'excellentes aptitudes d'adaptation.

Le futur titulaire devra concevoir et modifier des équipements de levage, faire les dessins, préparer les soumissions et superviser la production.

Emploi permanent.

Nous offrons un salaire intéressant.

Faire parvenir votre curriculum vitae d'ici le 18 avril 1990.

Soudure André Picard Inc.
A l'attention de Madame Nicole D. Picard
8, Du Cimetière
Warwick (Qc), J0A 1M0

12046



TECHNICIEN(NE) EN GENIE INDUSTRIEL

Collins & Aikman, un important manufacturier textile, spécialisé dans le tapis d'automobile, est à la recherche d'un(e) technicien(ne) en génie industriel. Ce poste est situé à Farnham.

Principales fonctions:

L'analyse des coûts, l'établissement de standards de production et des charges de travail ainsi que la prise en charge de divers projets reliés à la fabrication.

Qualifications requises:

D.E.C. en génie industriel ou en textiles. Doit avoir une expérience pertinente de plus de 5 années en milieu manufacturier syndiqué dont quelques-unes avec des systèmes à boni. Doit pouvoir travailler à l'aise dans les deux langues officielles.

Veuillez adresser votre curriculum vitae avant le 18 avril à: Claude Corriveau, Collins & Aikman, Une division de WCA Canada Inc., 150, rue Collins, Farnham (Québec), J2N 2R6. Nous pratiquons l'équité en matière d'emploi.

62503



Hôpital d'Youville de Sherbrooke

L'Hôpital d'Youville est un centre hospitalier régional et universitaire de soins de longue durée, de gériatrie de courte durée et de réadaptation comprenant 355 lits, des cliniques externes et un hôpital de jour, et est à la recherche de:

CHEF D'UNITE DES SOINS INFIRMIERS

Statut d'emploi: temps complet (jour)

Fonctions:

Planifier, coordonner et contrôler les activités relatives à l'administration de soins aux bénéficiaires de son unité dans le but de leur assurer les soins en qualité et en quantité.

Exigences du poste:

- Baccalauréat en soins infirmiers
- Dix (10) ans d'expérience clinique

Seront privilégiés(les) les candidats(es) qui auront une expérience de gestion et une expérience auprès des personnes âgées.

Rémunération:

Selon les normes fixées par le Ministère de la santé et des services sociaux.

Toutes les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 27 avril 1990 à l'adresse suivante:

Hôpital d'Youville
a/s Directeur du personnel
Poste Chef d'unité des soins infirmiers
1036, rue Belvédère Sud
Sherbrooke, QUE.
J1H 4C4

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.

12862

NOUVEAU COMPAGNIE NATIONALE D'ALIMENTATION

Ouverture d'une nouvelle succursale à Sherbrooke. Nous avons besoin de

3 REPRÉSENTANTS

Revenu supérieur à la moyenne (600\$-900\$) de commission possible par semaine. Nous offrons un véhicule neuf de la compagnie, possibilité d'avancement et un entraînement à long terme. Des entrevues auront lieu. Appelez maintenant

821-3663 13188



CENTRE HOSPITALIER DE SHERBROOKE SHERBROOKE HOSPITAL

SECRÉTAIRE MÉDICALE BILINGUE

Personne pouvant transcrire dictées médicales françaises et anglaises aux archives médicales en utilisant le traitement de texte «Wordperfect 5».

Expérience en transcription médicale serait préférable. Poste à temps complet temporaire pour une durée pouvant aller jusqu'à une ouverture immédiate.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au:

CENTRE HOSPITALIER DE SHERBROOKE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
375, rue Argyle
Sherbrooke, Québec
J1J 3H5

13179



CONTREMAITRE D'EQUIPE

Collins & Aikman, un important manufacturier textile, spécialisé dans le tapis d'automobile, est à la recherche d'un contremaître pour une équipe de 23h00 heures à 7h00 heures, à son usine de Farnham.

Principales fonctions:

Optimiser els activités de fabrication de son département sur son équipe par une saine gestion de la main-d'oeuvre et des équipements.

Qualifications requises:

D.E.S. ou D.E.C. option production avec une expérience pertinente de 3 à 5 années en milieu manufacturier syndiqué, de préférence dans le textile et/ou l'extrusion des plastiques. Une connaissance pratique de la langue anglaise serait un atout.

Veuillez adresser votre curriculum vitae avant le 18 avril à: Claude Corriveau, Collins & Aikman, Une division de WCA Canada Inc., 150 rue Collins, Farnham, (Québec) J2N 2R6. Nous pratiquons l'équité en matière d'emploi.

62505



INSPECTEUR - CONTROLE DE LA QUALITE

Collins & Aikman, un important manufacturier textile, spécialisé dans le tapis d'automobile est à la recherche d'un inspecteur pour son équipe de 15h00 à 23h00 au département du contrôle de la qualité, à son usine de Farnham.

Principales fonctions:

- L'inspection de différents procédés de fabrication, principalement le touffetage.
- L'approbation des couleurs après le procédé de teinture.
- L'établissement d'actions correctives basées sur les résultats d'inspection.

Qualifications requises:

- D.E.C. en chimie teinture ou en contrôle de production.
- Expérience de 2 à 3 ans des procédés textiles. Bilinguisme et connaissance des systèmes informatisés seraient un atout.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae d'ici le 18 avril 1990 à:

Claude Corriveau Collins & Aikman,
Une division de WCA Canada Inc.
150, rue Collins,
Farnham, (Québec) J2N 2R6
Nous pratiquons l'équité en matière d'emploi.

62504



LES PÉTROLES IRVING INC.

Les Pétroles Irving Inc. est une entreprise établie au Québec depuis près de 40 ans. Possédant un réseau de plus de 400 points de vente au détail incluant un réseau de dépanneurs en pleine croissance, elle est à la recherche d'un (e):

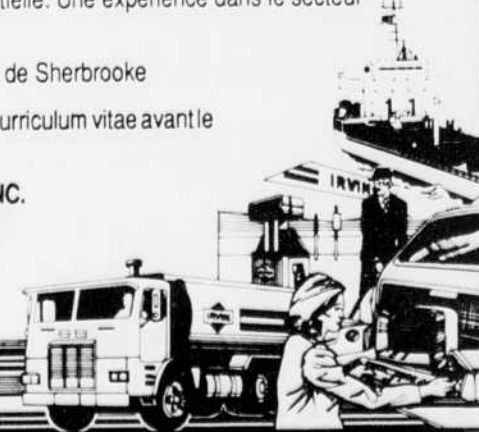
Locataire franchisé (e) Dépanneur

QUALIFICATIONS ET EXIGENCES: Vous possédez le sens des affaires et désirez être maître de votre avenir. Impliqué dans votre milieu, vous êtes une personne connue et respectée. Une expérience au niveau de la gestion d'un commerce de détail, préférentiellement dans le secteur de l'alimentation est souhaitable mais non essentielle. Une expérience dans le secteur pétrolier serait un atout.

LIEU DE TRAVAIL: Région de Sherbrooke

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 20 avril 1990 à:

LES PÉTROLES IRVING INC.
Monsieur Jean-Yves Côté
120, des Quatre Pins
Sherbrooke (Québec)
J1J 3V3



National

Le dialogue reprend entre Québec et les municipalités

Michel VENNE Québec (PC)

Le dialogue a repris hier entre le gouvernement et les municipalités, mais tout indique que les négociations seront ardues.

Le premier ministre Robert Bourassa et son ministre des Affaires municipales, Yvon Picotte, ont rencontré en après-midi dans le plus grand secret les représentants de l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ), qui regroupent 300 des plus importantes villes au Québec. Mardi, ils répéteront l'exercice avec les porte-parole de l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ), qui réunit quelque 1300 municipalités locales et régionales.

Il a été impossible de connaître la teneur des discussions qui ont eu lieu hier. Le président de l'UMQ, M. Camille Rouillard, a préféré réserver ses commentaires pour aujourd'hui,



Yvon Picotte

après la réunion du bureau de direction de l'union à Montréal. Au cabinet du premier ministre, on s'est limité à dire que «le dialogue se poursuit».

Rien de changé

Pour sa part, le président de l'UMRCQ, M. Roger Nicolet, a soutenu en conférence de presse à Québec que «la reprise du dialogue ne change rien fondamentalement tant que les propositions de Québec ne seront pas connues».

Les deux unions municipales rejoignent au gouvernement d'avoir décidé unilatéralement de permettre aux commissions scolaires une ponction de 320 millions \$ par an (191 millions \$ pour les neuf derniers mois de cette année) dans le champ de l'impôt foncier, ce qui modifie le pacte fiscal de 1979, lequel confère aux municipalités la quasi-exclusivité sur l'impôt foncier.

Elles s'inquiètent également des intentions gouvernementales à l'égard de transferts éventuels de res-

ponsabilités provinciales au palier municipal.

Augmenter le déficit

L'UMRCQ réclame pour sa part rien de moins qu'un moratoire sur toute décision gouvernementale qui modifierait l'équilibre fiscal actuel, quitte à ce que, «malheureusement, le gouvernement accepte d'augmenter légèrement son déficit cette année».

Le président de l'UMRCQ fait remarquer que le gouvernement est en

train de modifier la structure fiscale en place depuis dix ans, en prétextant que c'est pour combler des besoins financiers de moins de 200 millions \$ cette année.

«Est-ce que 200 millions \$ sur un budget de 35 milliards \$ représente une crise majeure dans les finances du Québec, demande M. Nicolet. J'ose en douter, dit-il. La solution de M. Bourassa, c'est comme si on faisait une chirurgie majeure là où ça prend un cataplasme.»

Évaluation environnementale: Québec cherche à s'entendre avec l'Ontario

Michel VENNE Québec (PC)

Québec tentera d'harmoniser ses politiques en matière d'évaluation environnementale avec celles de l'Ontario avant d'assujettir les projets industriels à la procédure d'audiences publiques.



Pierre Paradis

Le ministre québécois de l'Environnement, M. Pierre Paradis, a en effet amorcé des négociations à ce sujet cette semaine, avec son homologue ontarien Jim Bradley. Une première rencontre, cordiale et favorable selon le ministre, s'est déroulée jeudi à Toronto.

La démarche de M. Paradis vise à rassurer ses collègues du cabinet, titulaires de ministères à vocation économique. Ceux-ci craignent que des mesures plus sévères en matière environnementale au Québec ne fassent fuir les industries vers l'Ontario, où les projets industriels ne sont assujettis à aucune procédure d'évaluation.

«Je recherche une espèce d'entente politique confirmant que l'Ontario est intéressée à procéder en même temps et sur le même terrain que le Québec», a déclaré le ministre dans un entretien avec la Presse canadienne, à son retour de la Ville-Reine.

Pour l'heure, les deux ministres ont convenu de demander à leurs

fonctionnaires d'établir les différences qui existent entre les procédures en vigueur de chaque côté de l'Ouataouais, pour voir ce qui devrait y être modifié de part et d'autre dans le but de les harmoniser.

Nouveaux délais

Ces négociations, qui pourraient s'échelonner sur plusieurs mois, retarderont donc vraisemblablement d'autant l'entrée en vigueur, promise en janvier par M. Paradis, des articles 2n et 2j du règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement.

Ce règlement a été adopté il y a déjà dix ans, mais ces deux articles, qui touchent les projets industriels et la construction de gazoducs, n'avaient pas été promulgués.

De telle sorte qu'à l'heure actuelle, tous les projets d'usines (aluminerie, pâte et papier, aciérie, raffinerie, etc.) ou de gazoducs, dont l'impact sur l'environnement risque d'être énorme, sont exemptés de la procédure d'audiences publiques. Tandis que les audiences sont obligatoires lorsqu'un promoteur veut construire un quai en eaux profondes, ou une route d'accès à un chantier.

Dans un mémoire adressé au conseil des ministres le 22 janvier, M. Paradis avait recommandé la promulgation de ces deux articles le plus rapidement possible.

Sa recommandation est toutefois présentement bloquée au comité ministériel du développement économique, où certains de ses collègues exigent des «éclaircissements» sur quatre sujets avant de lui laisser le chemin libre pour ratification au cabinet.

La question de la position concurrentielle du Québec à l'égard de ses voisins «est majeure», a indiqué M. Paradis.

MISE AU POINT

Dans notre circulaire «Jours Sears» distribuée dans La Tribune du 2 avril 1990, veuillez prendre note qu'à la page B6, dans le texte décrivant les éléments modulaires no 51308/9 la mention «Notre plus bas prix de la saison» n'aurait pas dû paraître.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.

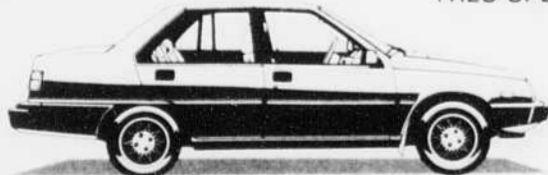
SEARS

13330

TOUS NOS MODÈLES 89 EN INVENTAIRE AU PRIX DE LA FACTURE.

EN PLUS

PROFITEZ DU RABAIS CHRYSLER AINSI QUE DE NOS TAUX D'INTÉRÊT TRÈS SPÉCIAUX



Ex.: COLT 100DL
1989
St #801
Prix de la facture 11,176.00
moins rabais Chrysler 500.00
10,676.00
plus 9% taxe 960.84
11,636.84

Avec \$1.84 de comptant, soit un financement de 11,635 ne payez que

30582 /mois
- 48 mois

t.t.p. rabais Chrysler

- moteur 1.5 litre
- 5 vitesses manuelles
- servodirection
- glaces teintées
- siège ajustable
- horloge digitale

WINDSOR
DODGE CHRYSLER

4, ROUTE 249, GREENLAY
(819) 845-5461

12915

INSTALLATION GRATUITE* GARANTIE À VIE

«95% des problèmes de fenestration trouvent leur origine dans l'installation.»

Laurier Cloutier, La Presse, chronique Renovation, samedi 9 juillet 1988.

Mais à quoi bon développer les meilleurs produits sans les installer dans les meilleures conditions possibles? 95% des problèmes liés à l'achat de portes et fenêtres sont effectivement dus à une mauvaise installation. Dans cette optique, Fenexpert* a mis de l'avant une garantie à vie limitée sur produits et installation, unique dans l'industrie. Pour la plus grande satisfaction de ses clients, Fenexpert* vous assure d'une installation professionnelle, réalisée par une main-d'oeuvre qualifiée, en conformité avec les spécifications du manufacturier, les règles de l'art et les pratiques reconnues.

Hâtez-vous de profiter pour une période limitée d'une installation gratuite sur les modèles de porte patio #823-BR et de porte jardin #601-A, un des produits de fenestration des plus complexes à installer.

A- Porte patio en aluminium série 823 BR, blanche, cadre recouvert, 4 panneaux, triple vitrage, 5 pi. ou 6 pi.
B- Porte jardin en acier, série 601-A, 2 panneaux ouvrants, peinture blanche à l'intérieur et à l'extérieur, cadre recouvert, moustiquaire. Non inclus: poignée et carrelage.

UN SPÉCIALISTE DOMINE ▲ TOUS LES AUTRES

FENEXPERT*

Portes et fenêtres

MONTREAL 9831, rue Beaudoin Est Montreal (514) 257-0325	LAVAL 1500, boul. des Laurentides Laval (514) 866-9250	ST-EUSTACHE 170, rue Dubois St-Eustache (514) 472-3658	ST-HUBERT 5796, boul. Cousineau St-Hubert (514) 443-8971	TROIS-RIVIÈRES 1344, rue Ste-Marguerite Pointe-du-Lac (819) 377-2005	SHERBROOKE 4340, rue Fontaine Rock Forest (819) 566-0294	QUÉBEC 355, rue Marais Ville Vanier (418) 681-8755	CHICOUTIMI 1426, Rang Ste-Famille Chicoutimi (418) 696-1032	SATIÉVAL 58, Avenue Gatineau Gatineau (819) 568-0113
WEST ISLAND 18419, boul. Gouin Ouest Roxboro (514) 685-4950	LAVAL 340, boul. Cartier Laval-des-Rapides (514) 868-2272	BLAINVILLE 1221, boul. Labelle Blainville (514) 430-5963	ST-BRUNO 345, boul. Laurier St-Basile-le-Grand (514) 853-3054	GRANDY 108, rue Court Grandy (514) 372-3019	VICTORVILLE 600, boul. Jutra Est Victorville (819) 758-7247	LÉVEL 537, route Kennedy Pitmeud (418) 833-4465	BAIE-COMEAU 972, rue De Bretagne Baie-ComEAU (418) 589-8775	OTTAWA 425, McArthur Road Ottawa (Ontario) (613) 749-1097 13331

COUVRE-SIEGE SHERBROOKE

LE DOCTEUR DU PARE-BRISE

OPERE MAINTENANT
SOUS LA BANNIERE

Lebeau
VITRES D'AUTOS
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (Québec) INC.

TOUJOURS A LA MEME ADRESSE

**175, QUATRE-PINS,
SHERBROOKE**

MEME TELEPHONE:

822-2626

Props.: Marcel Poirier, Jacques Cimo, Martial Racine

12954

Lebeau
VITRES D'AUTOS
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (Québec) INC.

National

Les évêques n'appuient pas le projet de loi sur l'avortement

Marie TISON Ottawa (PC)

La Conférence des évêques catholiques du Canada a résolu de ne pas appuyer le projet de loi sur l'avortement dans son état actuel.

Le président de la conférence, Mgr Robert Lebel, a déclaré dans un communiqué émis hier que les évêques ne pourront donner leur appui au projet de loi, tant qu'il ne sera pas amendé.

Lors de leur comparaison devant le comité chargé d'étudier le projet de loi, le 31 janvier dernier, les évêques catholiques avaient laissé entendre qu'ils pourraient appuyer le projet de loi, parce qu'ils jugeaient qu'une législation imparfaite était préférable à l'absence de loi.

Mgr Lebel avait alors affirmé que ceux qui refusaient d'appuyer un projet de loi tant qu'il ne coïncidait pas parfaitement avec leurs croyances, avaient vraisemblablement de la difficulté à distinguer le domaine moral du domaine politique.

Il avait expliqué qu'il fallait tenir compte des problèmes qu'éprouvait un gouvernement face aux demandes contradictoires des différents groupes de pression.

«Lorsqu'ils estiment qu'il s'agit là de la seule option politique réaliste, les catholiques peuvent donner leur appui à une législation, même imparfaite, qui redonne une certaine protection à l'enfant à naître, avait déclaré Mgr Lebel. Dans ce cas, ils doivent continuer à oeuvrer pour une protection complète.»

Pro-vie

Des groupes pro-vie avaient cependant condamné cette prise de position.

Une trentaine de catholiques avaient d'ailleurs manifesté au mois de février devant les bureaux



Mgr Robert Lebel

de la Conférence des évêques, pour les amener à modifier leur position et à dénoncer le projet de loi.

Hier, Mgr Lebel a indiqué que les évêques étaient déçus de constater que le comité parlementaire avait retourné le projet de loi à la Chambre des communes sans aucun amendement.

Il a expliqué qu'en dépit de ses éléments positifs, comme l'inscription dans le Code criminel et le refus d'une approche gestationnelle, qui aurait facilité l'avortement en début de grossesse, le projet de loi était lourdement déficient.

Les évêques craignent que dans son application pratique, une telle loi ne protège pas suffisamment l'enfant à naître, a-t-il déclaré.

Le projet de loi interdit tout avortement, sauf lorsqu'un médecin détermine que la vie ou la santé physique, mentale ou psychologique de la mère est menacée par la poursuite de la grossesse.

Mgr Lebel a recommandé aux députés d'amender le projet de loi de façon à assurer le respect des normes et à mieux définir la notion de santé, en éliminant notamment la «santé psychologique».

«Si le projet demeure tel quel, il n'a pas notre appui», a-t-il conclu.

Quatre banques augmentent leurs taux hypothécaires à long terme

Toronto (PC)

Quatre autres banques ont annoncé hier qu'elles augmentaient leurs taux d'intérêt accompagnant leurs prêts hypothécaires à long terme. Pour certains analystes, une telle décision révèle bien l'incertitude et la nervosité qui régissent au sujet de l'Accord du lac Meech et de la taxe sur les produits et les services.

Lundi, les taux d'intérêt liés aux hypothèques de trois, quatre et cinq ans seront de 13,75 pour cent, soit plus élevés d'un demi-point de pourcentage, à la Banque de Montréal, à la Banque royale, à la Banque de Nouvelle-Ecosse et la Banque de commerce canadienne impériale.

La Banque Toronto-Dominion avait précédé le groupe avec une hausse similaire, plus tôt dans la semaine.

La Banque royale, la Banque de commerce et la Banque de Nouvelle-Ecosse ont aussi fait savoir qu'elles élevaient d'un quart de point de pourcentage, soit à 13,50, le taux de leurs hypothèques d'un et de deux ans.

«C'est seulement un reflet de ce qui se produit avec les taux d'intérêt sur le marché financier en général», a remarqué Mme Patti Croft, des courtiers Burns Fry.

«Je crois que l'incertitude au sujet du lac Meech a constitué un facteur prépondérant dans l'augmentation des taux exigés avec les prêts à long terme au Canada.»

Pour appuyer son affirmation, Mme Croft a rappelé une nouvelle, parvenue au cours de la semaine, concernant une banque européenne qui a incité les investisseurs à réduire leur portefeuille d'obligations canadiennes.

Conventions collectives

La nouvelle laissait entendre que, si l'Accord du lac Meech échouait, la valeur du dollar du Canada pourrait fléchir et les investisseurs voulant vendre leurs obligations à ce moment-là risqueraient de perdre de l'argent en convertissant leurs devises canadiennes en marks allemands, en francs suisses ou en dollars américains.

«Tout est là pour entourer notre devise d'un élément de risque énorme, et c'est ce qui se reflète dans les taux d'intérêt élevés. Les gens veulent obtenir une compensation pour le risque qu'ils prennent et ils exigent un taux de rendement plus élevé.»

L'économiste George Vasic a souligné pour sa part que des récentes conventions collectives, qui prévoient pour les travailleurs une protection contre la taxe sur les produits et les services, contribuaient également au maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé.

«Maintenant, on est de plus en plus convaincus que les taux d'intérêt ne baisseront pas de sitôt», a noté M. Vasic, des prévisionnistes Data Resources Inc.

Baisse avant 1991

«Et la principale raison de cette situation, c'est qu'il y a eu une avalanche d'ententes salariales joliment généreuses qui prévoient totalement ou partiellement des compensations substantielles ou des allocations pour la taxe sur les produits et les services, entrant en vigueur l'an prochain.»

«A mon avis, la mauvaise nouvelle pour le consommateur, c'est qu'on n'a peut-être pas encore vu la fin. D'autres pressions pourraient bien se manifester sur les taux à court terme durant plusieurs semaines à venir.»

Selon certains analystes, le taux privilégié de 14,25 pour cent, celui que les banques exigent de leurs

clients les plus sûrs, devrait subir des pressions à la hausse au cours des prochaines semaines.

D'autre part, les taux d'intérêt élevés sur les prêts à court terme ont fait grimper la valeur du dollar canadien, qui a clôturé vendredi à 85,89 cents US, après une hausse de presque un tiers de cent durant la journée.

GRAND SPÉCIAL DE PÂQUES

SUR
CARNETS DE TIMBRES

1 SEMAINE SEULEMENT
(du 7 au 14 avril)

CARNET DE 10 x 39¢	3⁵⁰
Rég. 3.90	
CARNET DE 25 x 39¢	8⁷⁵
Rég. 9.75	

(quantité limitée)

Ouvert tous les jours de 7h00 à 23h00

COMPTOIR POSTAL DÉPANNEUR LE BOULEVARD GAZ VIC 4980, Boul. Bourque Rock Forest	DÉPANNEUR BOWEN ESSO 1091, rue Bowen Sud Sherbrooke
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------

13159x

Mulroney incite les agences culturelles à la modération

Marie TISON Ottawa (PC)

Le premier ministre Brian Mulroney a incité hier les agences culturelles à faire preuve de modération dans leurs acquisitions et l'octroi de subventions.

Par le fait même, il a critiqué indirectement la décision du Musée des beaux-arts du Canada d'acquiescer une toile de 1,8 million \$.

«Nous espérons que ceux qui prennent la décision d'allouer ces fonds réalisent qu'ils ne fonctionnent pas dans le vide, ils fonctionnent au Canada dans des circonstances données, a-t-il déclaré au cours de la période de questions. Nous espérons qu'ils feront preuve de jugement en sachant qu'il font affaire avec l'argent durement gagné des contribuables.»

Le Musée des beaux-arts du Canada a fait l'acquisition récemment des «Voix de feu», une toile du peintre américain Barnett Newman, au coût de 1,8 million \$.

La toile elle-même, qui ne représente qu'une bande rouge flanquée de deux bandes bleu foncé, et son prix, ont fait l'objet d'une controverse dans la région de la capitale nationale.

Hier, M. Mulroney a indiqué qu'il était parfois difficile de comprendre ce que le pays retirait de certaines décisions d'agences indépendantes.

«Mes électeurs de Charlevoix s'étonnent parfois de voir l'octroi d'une bourse de recherche de 12 000 \$ pour étudier la vie sexuelle de la mouche de l'Est», a-t-il déclaré.

Facile

Le critique néo-démocrate en matière de communications, d'art et de culture, M. Ian Waddell, a condamné les propos du premier ministre, affirmant qu'il était facile de critiquer la décision du Musée des beaux-arts.

Il a demandé au premier ministre s'il croyait toujours au principe de non-ingérence gouvernementale dans les affaires des agences culturelles.

M. Mulroney a répliqué que son gouvernement croyait tellement à ce principe qu'il avait augmenté le budget des agences culturelles qui octroyaient des fonds à l'abri de l'ingérence gouvernementale.

Il a ajouté qu'à sa connaissance, il n'existait pas de cas où des membres du gouvernement avaient tenté de s'ingérer dans le processus de prise de décision de ces agences.

PUITS ARTÉSIENS

**POMPES A EAU
TRAITEMENT D'EAU**

FORAGE DE PUIITS
ARTÉSIENS
(Affilié à Lalime & Frères Inc.)

Spécialiste en:
 pompe à eau
 pompes de piscine
 adoucisseurs
 distillateur d'eau

Agent autorisé
JACUZZI

TRAVAIL GARANTI Plus de 25 ans d'expérience

Armand Vaillancourt Pompes inc.

415, rue St-Roch sud, Rock Forest — (819) 864-4208

La Commission scolaire Eastern Townships est fière d'annoncer l'ouverture en septembre 1990 de

L'INSTITUT DE TECHNOLOGIE EASTERN TOWNSHIPS

FORMATION EN:

- Techniques d'usinage
- Soudage
- Techniques de Bureau
- Ventes et Mise en marché
- Techniques d'imprimerie

Formation pour secteurs d'emploi en pénurie de personnel:

- formation bilingue
- système coopératif de stages en milieu de travail
- transport à partir de points définis
- assistance en recherche d'emploi

Les cours débutent le 4 septembre 1990

Pour renseignements:
Dan Janidlo
à frais virés: (819) 563-0770

L'avenir est ici

Admissibilité pour:

- stages d'apprentissage payés
- aide financière (assistance sociale ou assurance chômage)
- aide à la pension

L'INSCRIPTION SE FAIT DÈS AUJOURD'HUI

12120x

Si le gouvernement fait à sa tête, presque tout ce que vous achèterez après le 1er janvier 1991, que ce soit un hot-dog ou l'huile à chauffage pour votre maison, sera assujéti à une taxe supplémentaire de 7%.

Cette fin de semaine vous pouvez avoir votre mot à dire.

Recherchez le kiosque du **Mouvement pour la justice fiscale** dans votre région ou composez le numéro de téléphone spécial pour dire votre opposition à la taxe. Les appels seront automatiquement comptabilisés par Bell Canada. Les résultats de la campagne seront annoncés mardi.

C'est votre chance de dire à Ottawa qu'il nous faut un régime fiscal selon lequel tous et toutes payent une part équitable, y compris la grosse entreprise et les riches.

Composez

1-900-750-6151

Des frais de 50 cents seront ajoutés à votre compte de téléphone.

Mouvement pour la justice fiscale
 2841, promenade Riverside
 Ottawa (Ontario) K1V 8X7

National

Le geste de Terre-Neuve est une provocation inutile (Mulroney)

Guy TAILLEFER Ottawa (PC)

Le premier ministre Brian Mulroney considère comme une «provocation inutile» la décision du gouvernement Wells de retirer l'appui de Terre-Neuve à l'Accord du lac Meech.

Le geste est «regrettable», a commenté le premier ministre. «Tout le monde sait que ce n'était pas nécessaire.»

Maquillant sa déception, M. Mulroney s'est malgré tout dit «confiant» que l'Accord du lac Meech sera ratifié. Il prétend aussi avoir bon espoir que le comité spécial des Communes sur la proposition McKenna permettra d'accomplir de «bons progrès» dans le dossier constitutionnel.

Mais au moins un de ses députés québécois, celui de Richelieu, Louis Plamondon, estime que c'est «jouer à l'autruche» que de prétendre que l'accord puisse encore être sauvé.

«Il faut se sortir la tête du sable. Le Lac Meech est plus qu'handicapé», estime M. Plamondon, pour qui «l'insultante» décision de Terre-Neuve



Brian Mulroney

ve constitue «une joke de Newfie qui n'a même pas de classe».

M. Plamondon dit d'ailleurs commencer à avoir de sérieux doutes sur la pertinence pour M. Mulroney d'avoir créé le comité qui étudiera à partir de lundi la «résolution d'accompagnement» à l'Accord du lac Meech, proposée il y a deux semaines par le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna.

C'est hier aux petites heures du matin que le gouvernement du premier ministre Clyde Wells a mis ses menaces à exécution et fait adopter par la législature provinciale, au terme d'un débat tendu, une motion rescindant l'appui de Terre-Neuve à Meech.

Les libéraux de M. Wells ont utilisé leur majorité pour mettre un terme aux débats et forcer la tenue d'un vote. Ils menaçaient depuis des mois de renverser l'appui donné à Meech en 1988 par l'ex-gouvernement Peckford.

D'autres avenues constitutionnelles s'offraient pourtant à M. Wells, selon M. Mulroney, qui l'a une fois de plus invité à venir faire part de ses doléances au comité parlementaire spécial. «Il avait beaucoup plus de latitude que ça», a dit le premier ministre.

Compatibilité

Un journaliste anglophone lui a demandé pourquoi il ne s'indignait pas aussi de la résolution Parizeau-Bourassa. C'est que la résolution d'opposition à toute modification à l'Accord du lac Meech, votée jeudi par l'Assemblée nationale à la quasi unanimité, ne semble pas embêter M. Mulroney, qui n'y voit rien d'incompatible avec la position fédérale.

Le premier ministre a catégoriquement refusé de spéculer sur l'impact combiné de la motion Wells et de la résolution québécoise sur l'avenir du pays.

Pour l'un des membres libéraux du comité spécial, le député de Papineau-Saint-Michel, André Ouellet, ils se trompent ceux qui pensent que le comité sera en mesure de trouver une solution. Une responsabilité qui appartient de toute façon à M. Mulroney, a dit M. Ouellet.

Le député libéral n'est d'ailleurs pas loin de tenir responsable le premier ministre du geste terreneuvien. M. Mulroney aurait dû, selon lui, éviter d'inviter M. Wells il y a quelques semaines à «se mêler de ses oignons» pour avoir nié l'existence de consultations de coulisées sur l'Accord du lac Meech.

«L'invective n'est jamais bonne dans des négociations», a épilogué M. Ouellet, selon qui M. Mulroney «joue avec le dossier constitutionnel comme si c'était une convention collective».

Coalition d'élus québécois: Gérin précise sa pensée

Christian CARON Coaticook

«L'idée d'une coalition d'élus québécois au Parlement fédéral n'est qu'une hypothèse parmi tant d'autres. Elle est le fruit d'une consultation que je mène depuis plus d'une semaine dans mon comté de Mégantic-Compton-Stanstead».

Le député conservateur François Gérin est revenu à la charge, hier, afin de préciser la teneur d'un article publié en première page du journal La Presse et qui reprenait une cita-



François Gérin

tion à l'effet que ce dernier croit que l'électorat québécois est mûr pour voter souverainiste à Ottawa.

Comme pour le financement

Le député de Mégantic-Compton-Stanstead estime qu'il exerce présentement le même cheminement qu'il a fait pour débattre son idée de financement populaire.

On se rappelle qu'il avait suggéré ce mode de financement pour les partis fédéraux, comme cela est déjà le cas pour les partis politiques de la scène provinciale québécoise. Devant le scepticisme de ses confrères, le député Gérin a mis en branle une véritable campagne populaire afin de démontrer qu'il était possible d'adopter ce processus. De retour à Ottawa, il a fait part des résultats à ses collègues du Parti conservateur.

«Dans ce cas-ci c'est un peu la même chose; j'ai d'abord exprimé ma dissidence à Ottawa sur l'Accord du lac Meech et j'ai ensuite pris le chemin de mon comté pour tâter le pouls de mes électeurs. Jusqu'ici, les gens sont favorables à mes démarches et me propose toutes sortes d'hypothèses. Je compte poursuivre cette consultation pendant encore une autre semaine. Ensuite je retournerai à Ottawa et discuterai avec mes confrères du caucus québécois de ce qu'il est possible de faire», d'indiquer François Gérin.

Le député Gérin s'étonne de constater qu'une simple hypothèse puisse soulever tant de discussions et qu'elle ait fait la manchette de plusieurs médias. «Que des députés s'engagent à défendre les intérêts du Québec est une hypothèse, je le répète, mais il y en a d'autres», poursuit ce dernier. Certains observateurs de la scène politique lui prêtent incidemment des intentions de se joindre au Parti québécois, par exemple.

Depuis une semaine, le député Gérin estime avoir rencontré plus de 1000 personnes dans son comté. Pour lui, rencontrer les gens de la circonscription demeure une opération importante pour un politicien. «C'est une façon de prouver que je suis à l'écoute», indique-t-il.

«Je ne reçois l'ordre de personne sauf des gens de mon comté», a-t-il répété à plus d'une reprise depuis qu'il siège au Parlement fédéral. Il tient à respecter cette ligne de conduite et tient à affirmer que les hypothèses émises sont souvent celles exprimées librement par ses électeurs.

Avenir compromis?

Le fait de s'inscrire en faux contre le premier ministre Brian Mulroney peut-il compromettre ses chances de demeurer au sein du Parti conservateur?

«Un parti, c'est un véhicule pour faire de la politique. Une fois en place on peut dévoiler nos profondes convictions. La carrière d'un politicien ne doit pas être orientée en fonction d'obtenir un bonbon de son patron, mais bien d'être réélu», estime Gérin qui ne nie pas que cette hypothèse de coalition des élus québécois revienne à la surface d'ici quelques semaines.

Peckford fustige Wells

Saint-Jean, T.-N. (PC)

L'ex-premier ministre conservateur Brian Peckford a reproché à son successeur libéral Clyde Wells, vendredi, d'être responsable de la perte la plus considérable de l'histoire de Terre-Neuve depuis le fameux contrat avec le Québec, il y a 20 ans, avec la révocation de l'appui de la province à l'Accord du lac Meech.

M. Peckford, qui est aujourd'hui conseiller commercial, est celui qui a signé l'entente constitutionnelle, en 1988, et qui l'a fait ratifier par l'Assemblée législative.

Dans le cas de l'hydroélectricité du Labrador, a expliqué M. Peckford dans une interview, les signataires avaient au moins l'excuse «de penser que c'était la meilleure chose au monde depuis le pain tranché».

«Mais, a-t-il ajouté, nous avons réalisé plus tard qu'une erreur colossale avait été commise et que nous allions en subir les conséquences pendant 65 ans.»

L'Accord du lac Meech, a noté M. Peckford, aurait permis à Terre-Neuve d'avoir son mot à dire dans les décisions relatives aux pêches de la côte Est, au lieu de laisser Ottawa diriger tout de façon unilatérale.

Pêches

«Avec Meech, a-t-il signalé, Terre-Neuve avait la chance d'obtenir une influence sur sa richesse la plus importante pour la première fois.

«Tout ce que nous possédons, actuellement, c'est l'autorité d'émettre des permis aux conserveries de poisson. Nous ne pouvons dire quoi que ce soit sur les réserves, la surveillance ou les répartitions.»

Terre-Neuve, selon l'ex-premier ministre, aurait dû se prévaloir de l'article de l'accord qui stipule que la question des pêches doit être débattue chaque année au cours de négociations constitutionnelles.

«Nous avons perdu l'occasion d'être en mesure de négocier — de fa-

çon constitutionnelle— des changements sur l'administration des pêches de la côte Est et sur l'élaboration d'une politique des pêches.»

De plus, a-t-il ajouté, la province la plus pauvre du Canada a refusé d'avoir plus d'importance dans les nouveaux programmes fédéraux à coûts partagés et dans les nominations au Sénat et à la Cour suprême du Canada.

Woolco CORRECTIONS

Dans notre circulaire «La magie de Pâques» insérée dans La Tribune du 7 avril 1990.

Page 3: Batmobile à 21.99 et figurine à 5.99. «Foot cruiser» à 34.99, figurine «Ninja Turtles» à 5.99 et boîte Jam à 7.99, non disponibles.

Page 6: Sur paniers de Pâques, les prix ont été inversés. Sur boucles d'oreilles à 4 paires pour 95, la marchandise peut être différente de l'illustration.

Page 2G: Sac de golf à 64.99 et balles de golf Top Flite Plus, non disponibles.

Page 3G: Gants en cuir de grande qualité à 64.99, bâtons en aluminium à 29.99 et 19.99, support en «T» à 15.99, gants TechFire, non disponibles.

Page 4G et 5G: Bouteille à eau 8.99, housse ATB à 5.99, selle de randonnée à 22.99, gants de cycliste à 12.99, non disponibles.

Page 6G: Nécessaire de pêche Cardinal 564X, ensemble de pêche à 19.99, couteaux à filets à 12.99, non disponibles.

Page 7G: Sur tentes à 59.99 et 99.99, les descriptions ont été inversées. Sur tentes à 59.99, nous aurions dû voir la teinte de bleu seulement.

Page 8G: Chemise de golf à 16.99, non disponible.

Page 9: Jupes de teinte verte à 19.99, n'est pas disponible.

Nos excuses à notre clientèle.

13334

DIMANCHE, 8 AVRIL 1990 INITIATION DES CHEVALIERS DE COLOMB

DEROULEMENT DE LA JOURNEE

- 5 h 00 - Déjeuner au local 7518, Rock Forest (3\$/pers.)
- 6 h 30 - Appel des candidats (Centre communautaire de Rock Forest, rue Fontaine)
- 8 h 00 - Début du 2e degré
- 11 h 00 - Messe à l'église St-Roch
- 12 h 15 - Prise de photos
- 12 h 30 - Dîner
- 14 h 00 - Fermeture des portes et 3ième degré
- 18 h 00 - Souper et rencontre pour tous les Chevaliers



YVON BOUTIN
Officier conférant



Robert Labonté
député de district



Régis Poirier
Grand Chevalier
Conseil 7518, Rock Forest



André Lafaille
Grand Chevalier
Conseil 2106, Coaticook



Yvon Scalabrini
Grand Chevalier
Conseil 8422, Compton



Marcel Couture
Grand Chevalier, Conseil
2383, St-François-X., Magog



Roger Parent
Grand Chevalier, Conseil
9387, St-Jude, Omeriville



DISTRICT
NO
04

LE
CRÉDO
DU
CHEVALIER

O Toi Père des cieux! O Toi Père des hommes.
Donne-nous aujourd'hui, Chevaliers que nous sommes Le premier de tes dons, celui de la CHARITÉ.
Comme les doigts d'une main, garde en nous l'UNITÉ! Ton Fils, Notre-Seigneur, prêchant la Vérité, Laisse au Dernier Soir en une loi nouvelle, De nous aimer vraiment comme en FRATERNITÉ. C'est le grand secret que l'ordre nous révèle. Donne-Nous, Seigneur Dieu, d'aimer notre pays, D'aimer nos vieux clochers, d'aimer notre famille. D'aimer le noble espoir d'un peuple qui grandit, Arborant un blason où ton Etoile brille.
O Toi Père des Cieux. O Toi Père des Hommes, Comme chainons, unis, garde-nous toujours forts: Que notre chant vers Toi, monte comme un arôme, Pour Toi, nous combattants, à la vie, à la mort.

AVILA

LES SUPERMARCHÉS provigo

Gilles Benoit
Propriétaire

Supermarché Gilles Benoit inc.
4857, boulevard Bourque
Rock Forest (Québec) J1N 1E8
(819) 564-1808

BIENVENUE AU

B.E. restaurant

Spécialités - Mets italiens
- Mets canadiens - Fruits de mer
4364, boul. Bourque, C.P. 669
Rock Forest, QC J1N 1B2 819/564-2272

RECHAPAGE À FROID

GILLES THIBAUT, RAFFP
Président

SHERBROOKE BANDAG INC.
4405, rue Ouimet
Sherbrooke (Québec) J1L 1X5
Tél.: (819) 564-2966

MOTEL La Réserve

4235, King Ouest
Sherbrooke, Qué.
J1L 1N7
(819) 566-6464

BRASSERIE Daniel Lapointe

968 Haut-Bois,
Rock Forest
564-1446

CENTRE CITADELLE

4701, Boul. Bourque
Rock Forest (Québec) J1N 1C6
Téléphone: (819) 564-8611
Fax: (819) 564-6092

MEUBLES

Chez Pierre LTÉE

5215, boul. Bourque,
Rock Forest (Québec)
J1N 1C2
819.864.4251

Appelez-nous pour une estimation de nos services professionnels sans obligation de votre part.

LES FRÈRES VINCENT ENR.

INSTALLATION - NETTOYAGE DE TAPIS

1441, RUE PÉPINIÈRE
ROCK FOREST - 564-1166

NETTOYAGE "MARTINIZING" UNE HEURE

Cuir • Suède • Draperies
R. SAVOIE, nettoyeur
LES TERRASSES ROCK-FOREST
Tél.: 564-2125

METRO
AU GOÛT D'AUJOURD'HUI

MARCHÉ QUINTAL
4801, Boul. Bourque,
Rock Forest, QC, J1N 1A7
Tél.: (819) 564-7733
Jacques Quintal Prod.

BONNE INITIATION

Alain Lamoureux

LaTribune

BÂTIMENTS ALLEMIEUX INC.

COMMERCIAL • INDUSTRIEL
BÂTISSE EN MÉTAL • STRUCTURE D'ACIER

2024, Route 222
St-Denis-de-Brompton, QC, JOB 2P0

RÉGIS POIRIER
CONTRÔLEUR

TÉL.: 819/846-6622
FAX: 846-3593

A. POMERLEAU & FILS INC.
VENTE - LOCATION

Paul St-Martin
représentant des ventes

262, rue Hatley Ouest, Magog, J1X 3G1 843-4221
302, rue Sherbrooke, Magog, J1X 2R9 843-8216